

Observatoire de la formation continue FSEA 2026

ARANYA SRITHARAN
ADEA BARILEVA

Développement soutenu des offres malgré une situation économique mitigée

Sur mandat du Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), la FSEA assure une veille du secteur de la formation continue en Suisse. Depuis 2021, la FSEA interroge chaque année des prestataires de formation continue (ci-après les «prestataires») au moyen d'une enquête en ligne standardisée dont les résultats servent de données de base à l'Observatoire de la formation continue. Cette veille du secteur de la formation continue en Suisse est unique en son genre.

L'Observatoire de la formation continue FSEA présente des indicateurs pour quatre dimensions: la situation économique, l'offre, la demande et les effectifs. Ce rapport s'appuie sur les données recueillies dans le cadre de l'enquête effectuée par la FSEA au deuxième trimestre 2026. Les réponses de 377 prestataires ont été intégrées à l'analyse.

Les résultats de cette année font apparaître une ambiance plus morose dans le secteur de la formation continue. Alors que les années précédentes, les valeurs étaient en hausse dans toutes les dimensions, elles sont en baisse en 2025, pour la première fois depuis que l'enquête existe. Dans les dimensions «situation économique», «offre» et «demande», les prestataires interrogés parlent d'un recul notable, qui va d'une évolution légèrement positive à neutre. Les prévisions pour 2026 sont similaires aux estimations pour 2025.

Cette année encore, les prestataires interrogés évoquent des taux relativement élevés de réalisation des offres programmées. Des taux élevés d'offres non effectuées ont rarement été rapportés en 2025. Par ailleurs, la majorité des prestataires parle d'une évolution neutre du volume d'offres. Près des deux tiers déclarent avoir développé de nouvelles offres, surtout les prestataires de grande taille, les prestataires publics et les prestataires actifs dans la formation continue en entreprise. D'après les retours des prestataires, les offres ont été développées en termes de contenu et de format. Certaines offres ont par exemple été transposées sur des formats en ligne ou hybrides, tandis que des offres modulaires et des formations courtes ont été introduites. Sur le plan du contenu, de nouveaux domaines thématiques ont été intégrés, concernant plus souvent l'intelligence artificielle (IA).

Parmi les défis actuels figurent notamment la capacité à trouver suffisamment de personnes participantes pour que les cours affichent un taux de remplissage suffisant. La baisse du nombre d'inscriptions, la nécessité de toucher des groupes cibles plus jeunes et les incertitudes qui pèsent sur l'évolution future de la demande sont depuis longue date des sujets de préoccupation pour les prestataires. Trouver des formatrices et formateurs qualifiés compte tenu de la pénurie de main-d'œuvre spécialisée et de la structure d'âge du personnel de formation reste un défi à surmonter. Les autres difficultés évoquées concernent les incertitudes économiques et financières, les ressources limitées pour développer de nouvelles offres ainsi que les défis en lien avec la transformation numérique et l'utilisation de l'IA.

Index

Tendances dans le secteur de la formation continue.....	3
Dimension: situation économique.....	6
Dimension: offre.....	11
Dimension: demande.....	16
Dimension: effectifs.....	19
Défis actuels.....	24
Interprétation des résultats.....	25
Méthode de saisie et échantillon	27
Annexe 1	29
Annexe 2	32
Liste des figures	38
Liste des tableaux	38
Bibliographie	38
Mentions légales	39

Tendances dans le secteur de la formation continue

Ce chapitre débute par une estimation globale de l'évolution de la branche, d'abord de manière agrégée sur la base de l'indicateur de branche 2025 et de l'indicateur de confiance 2026, puis d'après des indicateurs dans les quatre dimensions étudiées (situation économique, offre, demande et effectifs). Les chapitres suivants présentent des résultats détaillés relatifs à ces quatre dimensions. Dans ces chapitres, des différences ciblées sont analysées sur la base des caractéristiques structurelles des prestataires interrogés. Ces caractéristiques sont la taille du prestataire, la région linguistique, le domaine principal de la formation continue et le type d'organisation.¹ Le tableau 1 en annexe illustre les spécificités et les taux de ces caractéristiques structurelles ainsi que d'autres caractéristiques. Le tableau 2 et le tableau 3 en annexe présentent les résultats des analyses d'hétérogénéité des différences mentionnées dans le texte selon les caractéristique des prestataires.²

INDICATEUR DE LA BRANCHE

Une appréciation positive qui s'atténue

Pour la première fois depuis que l'enquête existe, l'indicateur de la branche se situe dans la plage neutre. Après avoir atteint 8 points

Indicateurs de développement de la branche

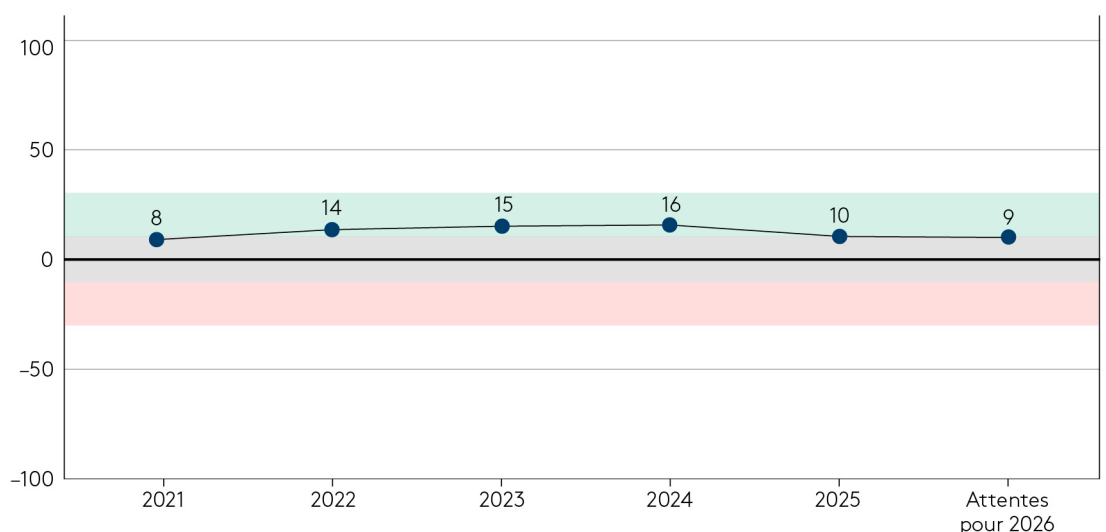


Fig. 1:
FSEA Indicateurs de développement de la branche
2021-2025. N pour 2021 = 211, pour 2022 = 447, pour 2023 = 395,
pour 2024 = 348, pour 2025 = 374, pour 2026=374.

Plutôt négatif Neutre Plutôt positif

1 Le classement par région linguistique, domaine principal et type d'organisation provient du rapport établi par les institutions interrogées. La taille des prestataires a été déterminée à partir de trois indicateurs: nombre d'équivalents temps plein (ETP) parmi les personnes salariées, nombre d'heures de cours dispensées et nombre d'inscriptions (nombre de personnes participantes).

2 Les variables dépendantes sont parfois regroupées afin de réduire le nombre de cellules et de pouvoir effectuer des tests plus parlants.

en 2021, cette valeur est passée à 14 points en 2022, puis à 15 points en 2023. L'indicateur a atteint 16 points en 2024, ce qui constitue sa valeur maximale à ce jour. En 2025, il retombe à 10 points. Les prévisions pour 2026 se situent à un niveau similaire, avec 9 points. L'estimation se trouve donc dans la plage neutre et la dynamique positive des années précédentes s'estompe. Cette différence est également significative sur le plan statistique. Pour 2025, les prestataires déclarent n'avoir perçu aucun changement dans l'évolution de la branche. Les prévisions pour 2026 sont similaires. La figure 1 présente l'évolution de l'indicateur de la branche sur la période étudiée.

En 2025, les quatre indicateurs partiels présentent une évolution neutre à modérément positive, avec toutefois des différences entre les dimensions, comme le montre la figure 2. On constate un recul notable concernant la situation économique: avec 18 points en 2023 et 11 points en 2024, la valeur est seulement de 2 points en 2025. Cette différence est également significative sur le plan statistique. Une très faible amélioration est attendue pour 2026, avec seulement 3 points. L'estimation concernant cette dimension se situe donc très nettement dans la plage neutre. Cela signifie que la «*situation économique*» n'a pas vraiment changé en 2025 et qu'aucun changement ne se profile pour 2026.

Pour les dimensions «*offre*» et «*demande*», on constate un affaiblissement de l'évolution positive en 2025 ainsi que des attentes en 2026 par rapport aux années précédentes. L'estimation concernant l'évolution de l'offre passe de 21 points en 2024 à 11 points en 2025. L'estimation à propos de la demande passe de 19 à 11 points également. D'un point de vue statistique, les différences par rapport à l'année précédente sont significatives. Pour 2026, les prestataires anticipent une légère hausse, avec 12 points dans ces deux dimensions. Malgré ce recul, l'offre et la demande se maintiennent dans la plage légèrement positive. Ces chiffres traduisent un ralentissement, mais l'évolution dans ces deux dimensions reste toutefois légèrement positive.

L'estimation de l'évolution pour la dimension «*effectifs*» est moins dynamique. Alors que cet indicateur est passé d'un point en 2021 à 11 points en 2024, il régresse en 2025 pour atteindre 7 points. Les prestataires prévoient une nouvelle légère baisse en 2026, avec un indicateur à 5 points. La dimension «*effectifs*» se maintient donc dans la plage neutre, mais elle affiche aussi un affaiblissement par rapport aux années précédentes. La différence n'est toutefois pas significative d'un point de vue statistique.

Par conséquent, une tendance similaire apparaît pour trois des quatre dimensions étudiées: l'estimation positive des prestataires à propos de l'évolution de leur secteur s'affaiblit en 2025, alors qu'elle était sur une bonne dynamique les années précédentes. Cette tendance est très nette pour les dimensions «*situation économique*», «*offre*» et «*demande*», tandis que la dimension «*effectifs*» affiche une évolution relativement stable. Pour 2026, les prestataires anticipent plutôt une stabilisation qu'un changement de tendance marquant.

Estimations relatives à l'évolution de la branche

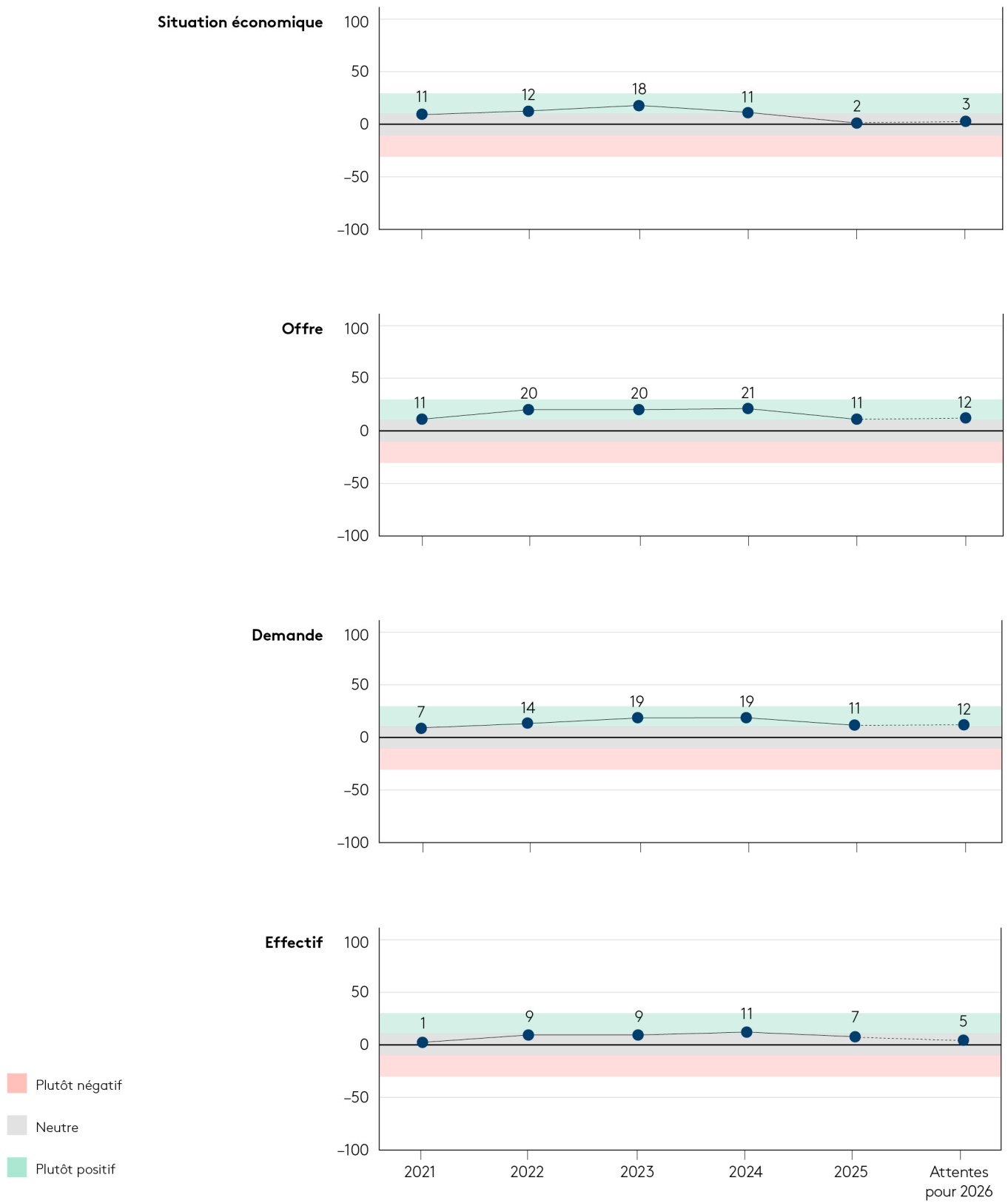


Fig. 2:
 Estimation relative à l'évolution de la branche en ce qui concerne la situation économique, l'offre, la demande et l'effectif. N pour 2021 ~ 208, pour 2022 ~ 376, pour 2023 ~ 335, pour 2024 ~ 320, pour 2025 ~ 329, pour 2026 ~ 327.

DIMENSION: SITUATION ÉCONOMIQUE

Une évolution moins dynamique de la situation économique

En 2025, l'estimation à propos de l'évolution de la situation économique est beaucoup plus mesurée que les années précédentes (figure 3). Plus de la moitié des prestataires interrogés (54 %) indique une évolution neutre en 2025, tandis que 22 % parlent d'une évolution plutôt positive et 3 % d'une évolution très positive. 21 % évoquent une évolution plutôt négative, voire négative.

Par rapport aux années précédentes, la part des estimations positives est donc en baisse. Alors qu'en 2023, 50 % des prestataires avaient évalué de manière positive ou plutôt positive l'évolution économique de leur organisation, ils n'étaient que 38 % en 2024. Dans le même temps, la part des évaluations neutres est passée de 30 % en 2023 à 45 % en 2024, puis à 54 % en 2025. Les évaluations négatives se maintiennent à un niveau relativement comparable, passant de 17 à 22 % au fil des années.

D'après les réponses des prestataires interrogés, aucun changement notable n'est à prévoir pour 2026. La moitié d'entre eux anticipe une évolution neutre. La part des prévisions positives est en légère hausse pour atteindre 29 %, tandis que 21 % des prestataires s'attendent à une évolution négative de la situation économique. Ces chiffres expriment une estimation prudente des perspectives économiques: après une évaluation nettement plus positive en 2022 et 2023, la situation économique du secteur de la formation continue semble se stabiliser à un niveau modéré.

Comment estimez-vous l'évolution de la situation économique ?

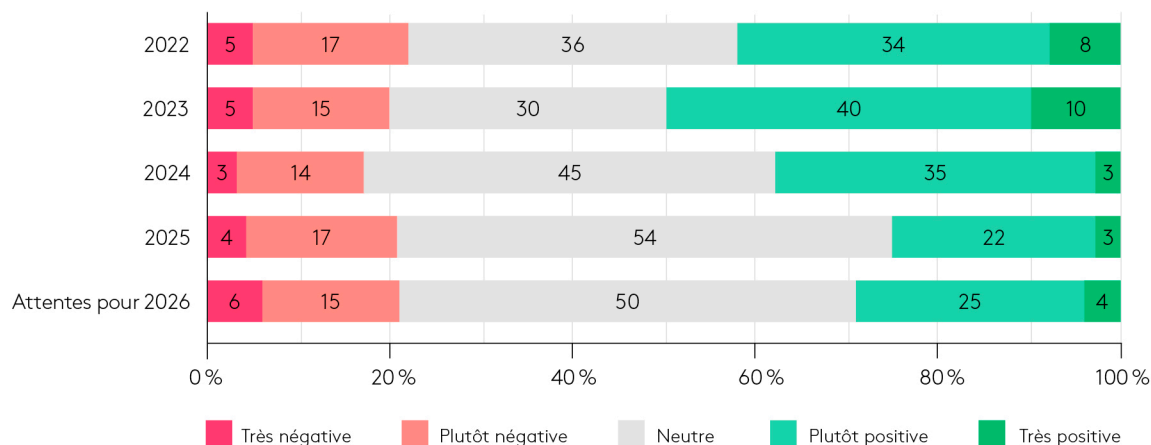


Fig. 3:
Estimation de l'évolution de la situation économique (valeurs en pourcentage arrondies). N pour 2022 = 446, pour 2023 = 344, pour 2024 = 316, pour 2025 = 310, pour 2026 = 307.

Si l'on étudie de manière distincte les caractéristiques des prestataires interrogés, on constate que le type d'organisation joue un rôle important dans l'évaluation de la situation économique. Les prestataires de type privé-commercial sont plus nombreux à avoir une appréciation positive

à ce sujet: 34 % évoquent une évolution plutôt positive ou positive de la situation économique, contre 26 % des prestataires de type privé-associatif, 16 % des prestataires publics et 11 % des prestataires avec un autre type d'organisation. Les évaluations plutôt négatives et négatives sont comprises entre 17 et 23 %, en fonction du type d'organisation.

Des différences significatives en fonction du type d'organisation apparaissent aussi dans les prévisions pour 2026. Les prestataires de type privé-commercial sont les plus optimistes: 40 % d'entre eux s'attendent à une évolution positive de la situation économique en 2026. Ce pourcentage est d'environ 20 % chez les prestataires avec un autre type d'organisation. Avec 26 %, les prestataires de type privé-associatif sont les plus nombreux à exprimer des prévisions négatives. Viennent ensuite les prestataires de type privé-commercial avec 24 %, tandis que 14 % des prestataires publics et 15 % des prestataires avec un autre type d'organisation expriment cet avis.

Variance élevée concernant le chiffre d'affaires global des prestataires

En 2025, le chiffre d'affaires global des prestataires interrogés affiche une variance élevée. 34 % ont réalisé un chiffre d'affaires jusqu'à un million de francs, et 30 % ont atteint un chiffre d'affaires jusqu'à 10 millions de francs. 17 % des prestataires ont réalisé un chiffre d'affaires jusqu'à 100 000 francs. À l'autre extrémité, 6 % des prestataires interrogés ont réalisé un chiffre d'affaires global de plus de 10 millions de francs. 13 % déclarent n'avoir réalisé aucun chiffre d'affaires en 2025. Globalement, on constate ainsi une très grande variation; la majeure partie des prestataires interrogés réalise un chiffre d'affaires annuel entre 100 000 et 10 millions de francs.

Le chiffre d'affaires global réalisé en 2025 varie fortement selon la taille des prestataires. 46 % des petits prestataires ont un chiffre d'affaires de jusqu'à un million de francs et 30 % un chiffre d'affaires de jusqu'à 100 000 francs. Seuls 8 % des petits prestataires atteignent un chiffre d'affaires supérieur à un million de francs. Chez les prestataires de taille moyenne, la répartition est très clairement orientée vers le haut: 53 % ont un chiffre d'affaires jusqu'à 10 millions de francs et 27 % un chiffre d'affaires jusqu'à 1 million de francs. 50 % des grands prestataires ont un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions de francs et 25 % un chiffre d'affaires jusqu'à 10 millions de francs.

La répartition dans telle ou telle tranche de chiffre d'affaires varie aussi selon le type d'organisation. Les prestataires de type privé-commercial et les prestataires de type privé-associatif sont plus nombreux à atteindre un chiffre d'affaires global jusqu'à un million de francs (respectivement 41 % et 39 %). Les prestataires publics et les prestataires avec un autre type d'organisation sont davantage présents dans la tranche de chiffre d'affaires jusqu'à dix millions de francs (respectivement 37 % et 44 %). Les prestataires publics sont les plus représentés dans la tranche de chiffre d'affaires supérieure (plus de dix millions de francs): 17 % atteignent ce niveau de chiffre d'affaires, contre 8 %

des prestataires de type privé-associatif et 2 % des prestataires de type privé-commercial.

Évolution du chiffre d'affaires global selon le type d'organisation

En plus de préciser le niveau de leur chiffre d'affaires, les prestataires ont également indiqué l'évolution de celui-ci l'année passée. En 2025, cette évolution est jugée globalement stable ou positive. 44 % évoquent une évolution stable et 34 % une évolution plutôt positive ou positive du chiffre d'affaires. 21 % rapportent une évolution négative. Environ un cinquième des prestataires interrogés indique une baisse du chiffre d'affaires.

L'évolution du chiffre d'affaires global en 2025 varie fortement selon le type d'organisation. Les prestataires de type privé-commercial sont les plus nombreux à évoquer une évolution plutôt positive ou très positive du chiffre d'affaires (42 %), contre 35 % des prestataires de type privé-associatif, 24 % des prestataires publics et 22 % des prestataires avec un autre type d'organisation. À l'inverse, avec 59 %, la part des évaluations neutres est particulièrement élevée dans ces deux dernières catégories de prestataires. La part d'évaluations neutres concernant l'évolution du chiffre d'affaires atteint 41 % chez les prestataires de type privé-associatif et 35 % chez les prestataires de type privé-commercial. Les évaluations négatives sont comprises entre 16 et 25 %.

Les frais de participation restent la principale source de financement

La figure 4 montre la part que représente chaque source de financement dans le chiffre d'affaires global des prestataires en 2025. Les *frais de participation* sont de loin la principale source de financement des prestataires de formation continue interrogés. En moyenne, 61 % du chiffre d'affaires global proviennent des frais payés par les personnes qui participent aux formations. Ainsi, une grande partie des activités de formation continue est directement financée par la demande, c'est-à-dire par les personnes qui participent aux formations continues proposées.

Les moyens octroyés par les *pouvoirs publics* sont la deuxième source de financement. Ils représentent en moyenne 23 % du chiffre d'affaires global. Avec 9 %, les *ressources propres* contribuent nettement moins au financement. Les autres sources de financement cumulées représentent 6 %. Ces chiffres sont comparables à ceux des années précédentes.

Des différences significatives selon la taille des prestataires apparaissent en ce qui concerne le financement par les pouvoirs publics. Un écart important existe entre les petits prestataires et les prestataires de taille moyenne: alors que les premiers indiquent que les moyens issus des pouvoirs publics représentent 17 % de leur chiffre d'affaires, les seconds indiquent un pourcentage de 28 %.

Comment évaluez-vous la part des sources de financement suivantes dans le chiffre d'affaires total de l'année dernière (2025) ?

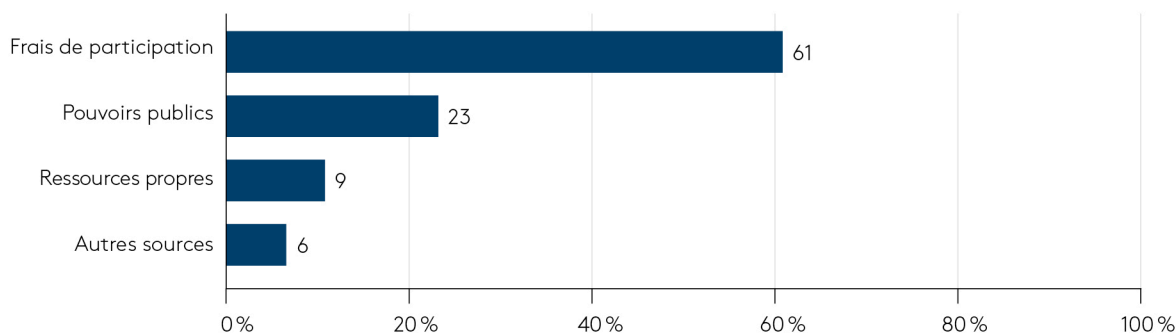


Fig. 4:
Part des sources de financement dans le
chiffre d'affaires total en 2025 (valeurs en
pourcentage arrondies). N = 246

Les sources de financement varient aussi selon le type d'organisation. Chez les prestataires de type privé-commercial, les frais de participation représentent une part beaucoup plus élevée du chiffre d'affaires que chez les prestataires de type privé-associatif (73 % contre 48 %). À l'inverse, la part du financement par les pouvoirs publics est beaucoup plus faible chez les prestataires de type privé-commercial (12 %) que chez les prestataires publics, les prestataires de type privé-associatif et les autres prestataires. Les parts des autres sources de financement sont beaucoup plus élevées chez les prestataires de type privé-associatif que chez les prestataires publics et les prestataires de type privé-commercial.

Des différences dans le financement peuvent aussi être constatées en fonction du domaine principal. Chez les prestataires qui interviennent dans les compétences de base, la part des frais de participation dans le financement est beaucoup plus faible que chez les prestataires de la formation continue en entreprise/professionnelle (30 % contre respectivement 70 % et 66 %). Inversement, la part des moyens des pouvoirs publics dans le financement est beaucoup plus élevée chez les prestataires qui interviennent dans les compétences de base que chez les prestataires actifs dans les deux autres domaines énoncés plus haut (56 % contre respectivement 21 % et 16 %).

L'importance des frais de participation comme source de financement varie aussi selon la région linguistique. La différence est significative entre la Suisse alémanique et la Suisse romande.

Les prestataires actifs dans les compétences de base sont ceux qui ont le plus recours aux programmes de soutien

La figure 5 présente les programmes de soutien publics via lesquels les prestataires ont été financés en 2025. La réponse «aucun» figurait parmi les réponses possibles à la question sur cette thématique. Les valeurs en pourcentage attribuées aux différents programmes de soutien se rapportent donc à toutes les réponses et pas exclusivement aux prestataires ayant effectivement bénéficié de programmes de soutien publics. Un peu plus de la moitié des prestataires de formation continue interrogés (52 %) a déclaré n'avoir bénéficié d'aucun programme

de soutien public en 2025, parmi ceux mentionnés dans le questionnaire. Cela signifie que 48 % des prestataires interrogés ont bénéficié de tels programmes en 2025.

Les programmes de soutien les plus souvent cités sont les mesures relatives au marché du travail (p. ex. par l'ORP): 29% des prestataires interrogés en ont bénéficié. 19% mentionnent l'encouragement à l'intégration, par exemple dans le cadre du programme d'intégration cantonal (PIC). 11 % des prestataires ont bénéficié d'un soutien dans le domaine de la promotion des compétences de base des adultes dans le cadre de la loi fédérale sur la formation (LFCo) et 10 % ont bénéficié d'un programme de soutien dans le cadre de l'aide sociale. 6% des prestataires mentionnent le programme de promotion «Simplement mieux! ... au travail» et 13 % citent d'autres programmes de promotion publics concernant notamment la formation professionnelle initiale ou supérieure, ainsi que des programmes de promotion proposés par des associations professionnelles et des organisations du monde du travail (OrTra).

Parmi les programmes de soutien publics mentionnés ci-dessous, lesquels ont-ils soutenu les offres de votre organisation en 2025 ?

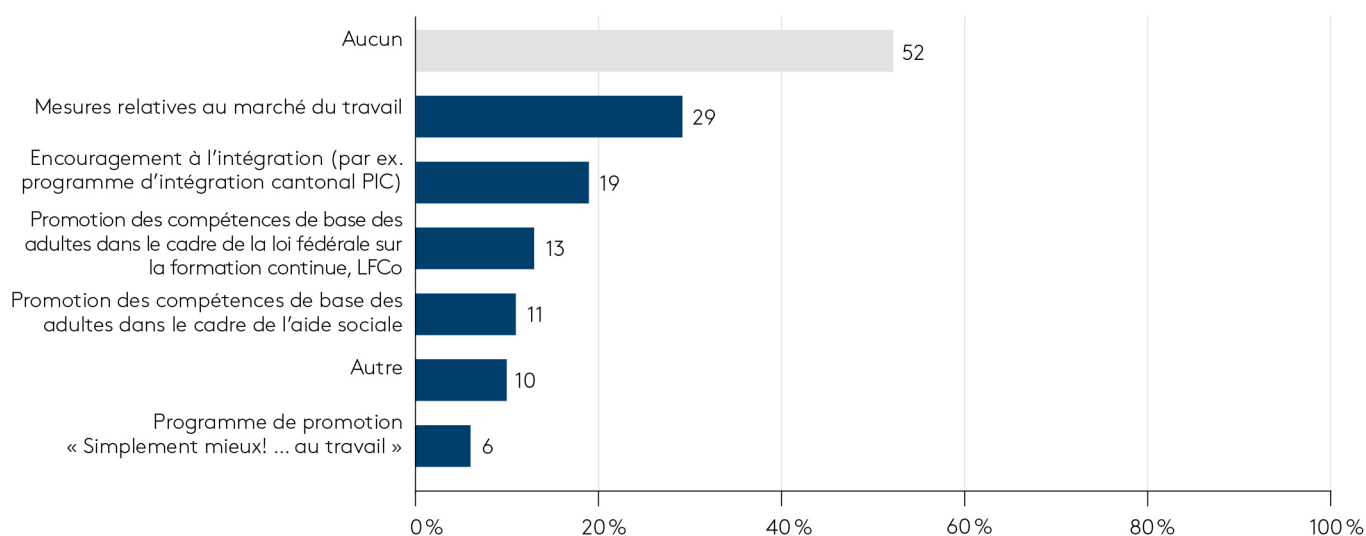


Fig. 5:
Programmes de soutien publics utilisés en 2025 (valeurs en pourcentage arrondies). Plusieurs choix possibles. N = 271

Le nombre de programmes de soutien publics utilisés varie selon le domaine principal et la région linguistique des prestataires. S'agissant du domaine principal, une différence significative apparaît entre la formation continue en entreprise et/ou professionnelle d'une part, et les prestataires actifs dans les compétences de base d'autre part. Ces derniers utilisent un nombre plus élevé de programmes de soutien publics (en moyenne 2,6 contre 2 pour les prestataires de la formation continue en entreprise).

Concernant la région linguistique, la différence entre les prestataires de Suisse romande et ceux présents dans plusieurs régions est signi-

ficative. Globalement, ce sont les prestataires de Suisse romande qui utilisent le plus grand nombre de programmes de soutien (en moyenne 2,5 contre 2).

Le financement via les procédures d'appel d'offres a une importance secondaire

Les procédures d'appel d'offres jouent un rôle important dans le financement des offres de formation continue pour seulement une minorité des prestataires interrogés. 78 % déclarent qu'aucune de leurs offres n'a été financée par ce biais en 2025. Pour 17 % des prestataires, les procédures d'appel d'offres couvrent en partie le financement. 5 % des prestataires se financent intégralement via des procédures d'appel d'offres.

Les réponses varient en fonction de presque toutes les caractéristiques de prestataires examinées. Une tendance nette apparaît selon la taille des prestataires: tandis que 85 % des petits prestataires ne financent aucune offre par le biais de procédures d'appel d'offres, cette part atteint 75 % chez les prestataires de taille moyenne et seulement 52 % chez les prestataires de grande taille. Ainsi, plus la taille des prestataires est importante, plus la part d'offres financées en partie via des procédures d'appel d'offres augmente.

Des différences notables apparaissent aussi selon le type d'organisation. Les prestataires de type privé-associatif utilisent relativement souvent les procédures d'appel d'offres: 15 % financent intégralement leurs offres par ce biais et 29 % en partie par ce biais. Seuls 14 % des prestataires publics et 13 % prestataires de type privé-commercial ont recours aux procédures d'appel d'offres.

Un domaine se distingue lors de l'analyse par domaine principal: celui des compétences de base. 24 % des prestataires actifs dans ce domaine financent intégralement leurs offres via des procédures d'appel d'offres et 24 % en font une source de financement partielle. Dans la formation continue générale ainsi que dans la formation continue en entreprise/professionnelle, la part des prestataires qui se financent au moyen de procédures d'appel d'offres est nettement plus faible.

DIMENSION: OFFRE

Le volume de l'offre a très peu évolué en 2025

Par rapport aux années précédentes (figure 6), l'évaluation concernant le volume de l'offre est également beaucoup plus mesurée en 2025. 38 % des prestataires interrogés évoquent une évolution plutôt positive (33 %) à très positive (5 %). 43 % déclarent que le volume de leur offre n'a pas sensiblement évolué. Le volume de l'offre est en baisse chez 18 % des prestataires interrogés.

La situation a donc changé par rapport à 2024. Cette année-là, 52 % des prestataires avaient évoqué une évolution positive du volume de l'offre, tandis que 33 % n'avaient constaté aucune évolution majeure.

En 2025, la part des estimations neutres progresse, tandis que la part des évolutions positives est plus faible. Lorsque l'on se base sur une comparaison à plus long terme, on constate que la part d'évaluations positives était plus élevée dans les années 2022 à 2024.

Pour 2026, les prestataires s'attendent à un maintien de cette évolution modeste. 38 % anticipent une hausse du volume de leur offre, alors que 46 % tablent sur une évolution stable et 15 % anticipent une baisse. Globalement, ces chiffres expriment davantage une stabilisation du volume de l'offre à son niveau actuel qu'un retour à la croissance dynamique des années précédentes.

Comment estimez-vous l'évolution de l'offre ?

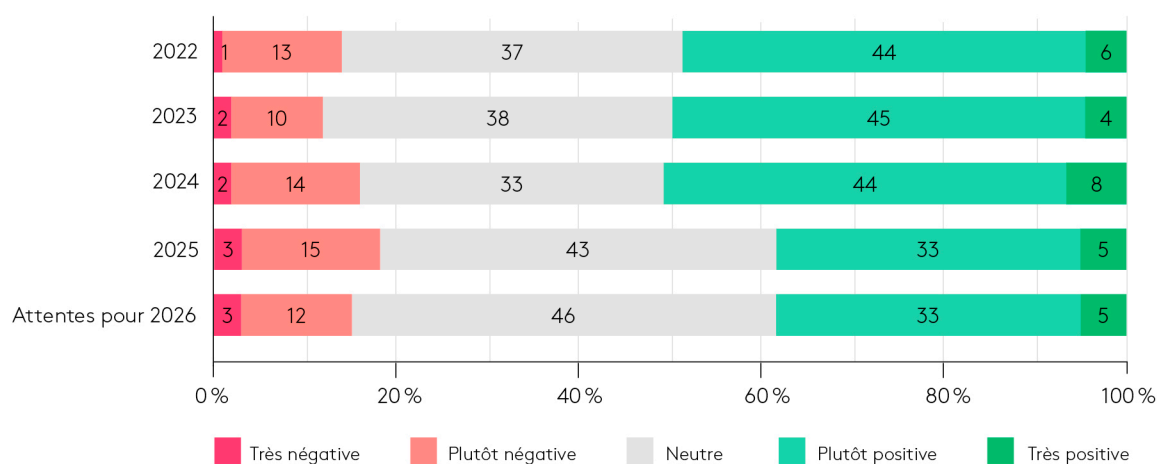


Fig. 6:
Estimation de l'évolution du volume d'offres
(valeurs en pourcentage arrondies). N pour 2022 = 396,
pour 2023 = 366, pour 2024 = 332, pour 2025 = 374,
pour 2026 = 373

Seule une minorité n'a pas pu effectuer une majeure partie de l'offre

La figure 7 présente la part de l'offre programmée qui n'a pas pu être effectuée en 2025. En 2025, la majorité des prestataires n'a pas pu effectuer la totalité des offres programmées. Toutefois, les offres non effectuées ne concernaient qu'une petite partie du programme. 54 % des prestataires déclarent n'avoir pas pu effectuer jusqu'à un quart des offres programmées. 28 % ont pu effectuer en totalité les offres programmées. Des taux élevés d'offres non effectuées ont été beaucoup plus rares. Chez 13 % des prestataires, entre 26 et 50 % des offres programmées n'ont pas pu être effectués. Chez 4 % d'entre eux, cette part oscille entre 51 et 75 %. Seul 1 % des prestataires n'a pu effectuer aucune des offres programmées.

La part d'offres non effectuées varie sensiblement selon la taille des prestataires. Les petits prestataires sont les plus nombreux à indiquer avoir pu effectuer en totalité les offres programmées (38 %, contre 18 % des prestataires de taille moyenne et 17 % des grands prestataires). À l'inverse, 79 % des grands prestataires et 67 % des prestataires de taille

moyenne n'ont pas pu effectuer jusqu'à un quart de leurs offres. Ce pourcentage est de 40 % chez les petits prestataires.

La part des offres non effectuées varie également de manière notable selon le domaine principal. 50 % des prestataires intervenant dans les compétences de base déclarent avoir effectué en totalité les offres programmées. Cette part est nettement plus faible chez les prestataires de la formation continue générale et de la formation continue en entreprise/professionnelle, avec respectivement 25 % et 24 %. À l'inverse, les prestataires de la formation continue générale et de la formation continue en entreprise/professionnelle sont plus nombreux à déclarer n'avoir pas pu effectuer jusqu'à un quart des offres programmées (respectivement 56 % et 57 %). Cette part est de 41 % chez les prestataires intervenant dans les compétences de base.

On constate aussi des différences significatives selon les régions linguistiques: ce sont les prestataires de Suisse romande qui sont les plus nombreux à avoir effectué en totalité les offres programmées (43 %), contre 32 % des prestataires de Suisse italienne et 26 % des prestataires de Suisse alémanique. Cette part est de 15 % chez les prestataires présents dans plusieurs régions. À l'inverse, ces derniers sont plus nombreux à déclarer n'avoir pas pu effectuer jusqu'à un quart des offres programmées (62 %). Cette part atteint 57 % chez les prestataires de Suisse alémanique, 47 % chez ceux de Suisse italienne et 45 % chez ceux de Suisse romande. Des taux élevés d'offres non effectuées sont rares, hormis en Suisse italienne, où 11 % des prestataires déclarent avoir dû renoncer à jusqu'à 75 % des offres programmées.

Part d'offres non réalisées par rapport à l'ensemble des offres par prestataire

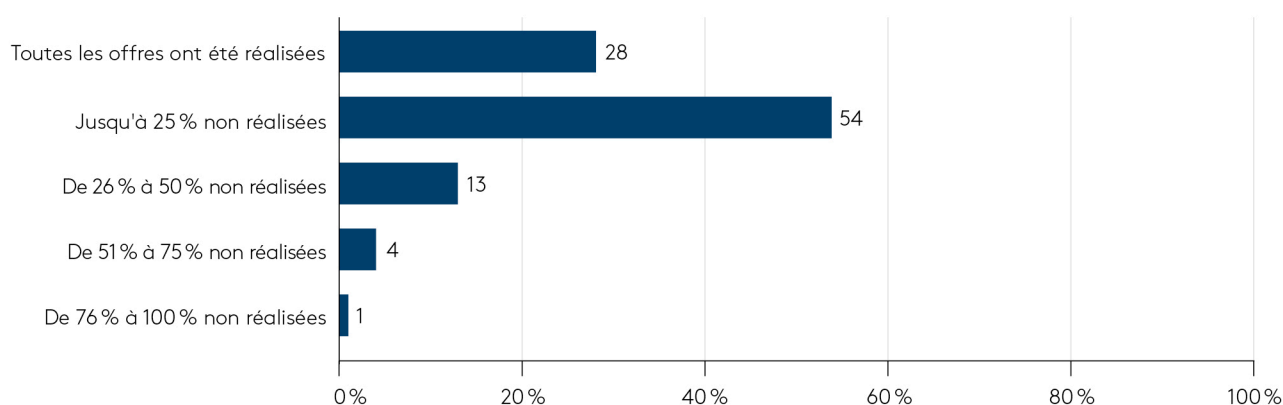


Fig. 7:
Part d'offres non réalisées par rapport à
l'ensemble des offres par prestataire en 2025
(valeurs en pourcentage arrondies). N= 350

L'enseignement exclusivement en ligne est marginal

Les prestataires ont indiqué quel étaient les formats les plus utilisés dans la pratique de la formation continue en 2025 et quels sont ceux qu'ils anticipent pour 2026 (figure 8). Les formats en présentiel enrichis par le numérique restent la configuration la plus courante dans la

pratique de la formation continue. Pour 46 % des prestataires interrogés, il s'agit du format le plus utilisé en 2025. 25 % misent majoritairement sur un enseignement en présentiel sans technologie. La plupart des prestataires continue de privilégier l'enseignement en présentiel sous ses différentes formes.

Les formats hybrides voient leur importance légèrement augmenter: la part des prestataires mettant l'accent sur une combinaison de formations en ligne et en présentiel passe de 21 % en 2024 à 24 % en 2025. En revanche, avec 5 %, l'enseignement exclusivement en ligne reste marginal, même s'il est en légère hausse par rapport à l'année précédente (2 %).

Pour 2026, les prestataires n'anticipent aucun changement majeur. L'enseignement en présentiel enrichi par le numérique reste le format privilégié, suivi de la combinaison d'enseignement en ligne et en présentiel (27 %). La part de l'enseignement en présentiel sans technologie diminue pour atteindre 21 %, tandis que l'enseignement exclusivement en ligne continuera d'avoir une importance marginale avec 4 %.

Quel format a été le plus utilisé dans la pratique de la formation continue de votre organisation aux années mentionnées ?

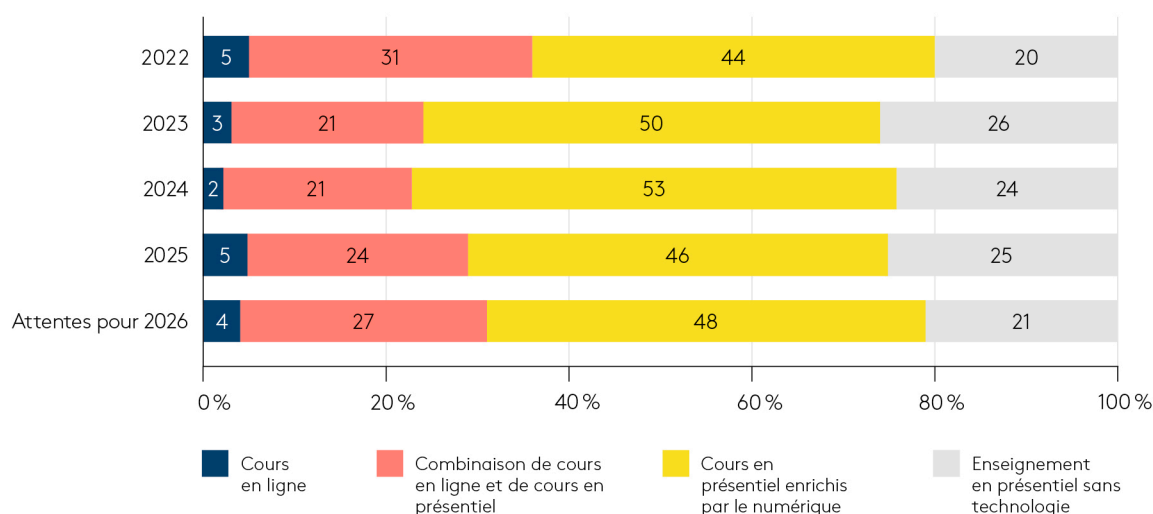


Fig. 8.:
Pratique prioritaire des organisations en matière de formation continue (valeurs en pourcentage arrondies).
N pour 2022 = 361, pour 2023 = 345, pour 2024 = 329, pour 2025 = 370, pour 2026 = 361.

En 2025, le format utilisé dans la pratique de la formation continue diffère sensiblement selon le type d'organisation. Les prestataires de type privé-commercial misent plus souvent sur la combinaison d'enseignement en ligne et en présentiel (32 %) et sur un enseignement exclusivement en ligne (8 %). En revanche, les prestataires de type privé-associatif sont les plus nombreux à privilégier un enseignement en présentiel sans technologie (35 %).

On observe également des différences notables selon la région linguistique. En Suisse romande, l'enseignement en présentiel enrichi par

le numérique est le format dominant avec 51 %. En Suisse italienne, l'enseignement en présentiel sans technologie est très souvent cité, avec 45 %. Les prestataires présents dans plusieurs régions misent relativement souvent sur la combinaison d'enseignement en ligne et en présentiel (32 %). L'enseignement exclusivement en ligne est marginal dans toutes les régions linguistiques.

Les nouvelles offres concernent surtout l'IA

En 2025, 64 % des prestataires interrogés ont développé de nouvelles offres. Des différences significatives apparaissent selon les caractéristiques des prestataires. En 2025, ce sont les grands prestataires qui ont le plus souvent développé de nouvelles offres (85 % des prestataires de cette catégorie). Cette part est de 68 % chez les prestataires de taille moyenne et de 59 % chez les petits prestataires.

Le développement de nouvelles offres varie de manière importante selon le type d'organisation. Ce sont les prestataires publics qui déclarent le plus souvent avoir développé de nouvelles offres: en 2025, ce fut le cas pour 80 % d'entre eux. Ce pourcentage atteint 64 % chez les prestataires avec une autre forme d'organisation, 60 % chez les prestataires de type privé-commercial et 59 % chez les prestataires de type privé-associatif. On note aussi des différences significatives en fonction du domaine principal. Ce sont les prestataires de la formation continue en entreprise/professionnelle qui ont le plus souvent développé de nouvelles offres (69 %). Ce pourcentage atteint 59 % chez les prestataires intervenant dans les compétences de base et 51 % chez les prestataires de la formation continue générale.

Nous avons demandé aux prestataires de préciser quelles étaient les offres qu'ils ont développées et/ou comment ils les ont adaptées. Les réponses montrent que les offres ont été perfectionnées tant au niveau du format et du contenu que sur le plan des conditions-cadres organisationnelles. Concernant les formats et les conditions-cadres, les offres ont été transférées vers des formats en ligne ou hybrides, les horaires des formations ont été adaptés et des offres modulaires ainsi que des formations courtes ont été introduites. Les autres adaptations concernent notamment la taille des groupes, les prix, l'infrastructure et le recrutement de responsables de cours. Sur le plan du contenu, de nouvelles formations et thématiques ont été élaborées, les offres existantes ont été complétées par de nouveaux contenus et certains thèmes peu demandés ont été supprimés. Des offres relatives à l'intelligence artificielle (IA) sont souvent citées. Elles se présentent sous la forme de nouveaux cours et formations sur l'IA ou concernent l'intégration de l'IA dans des offres existantes (cours de langues, p. ex.).

DIMENSION: DEMANDE

Les prestataires constatent une évolution plutôt neutre de la demande

En 2025, la demande a connu une évolution légèrement favorable, mais nettement moins dynamique que l'année précédente (figure 9). 41 % des prestataires interrogés évoquent une évolution positive de la demande; parmi ceux-ci, 37 % parlent d'une évolution plutôt positive et 4 % d'une évolution très positive. 40 % ne constatent aucun changement majeur. 19 % rapportent une baisse de la demande.

L'estimation est donc moins positive qu'en 2024. Cette année-là, 52 % des prestataires interrogés avaient évoqué une évolution positive de la demande et seuls 15 % avaient constaté une baisse. En 2025, la part des estimations neutres est en nette hausse.

Pour 2026, les prestataires interrogés anticipent une évolution similaire à 2025. 42 % s'attendent à une évolution positive et 41 % à une demande stable, tandis que 18 % anticipent une baisse.

Comment estimez-vous l'évolution de la demande ?

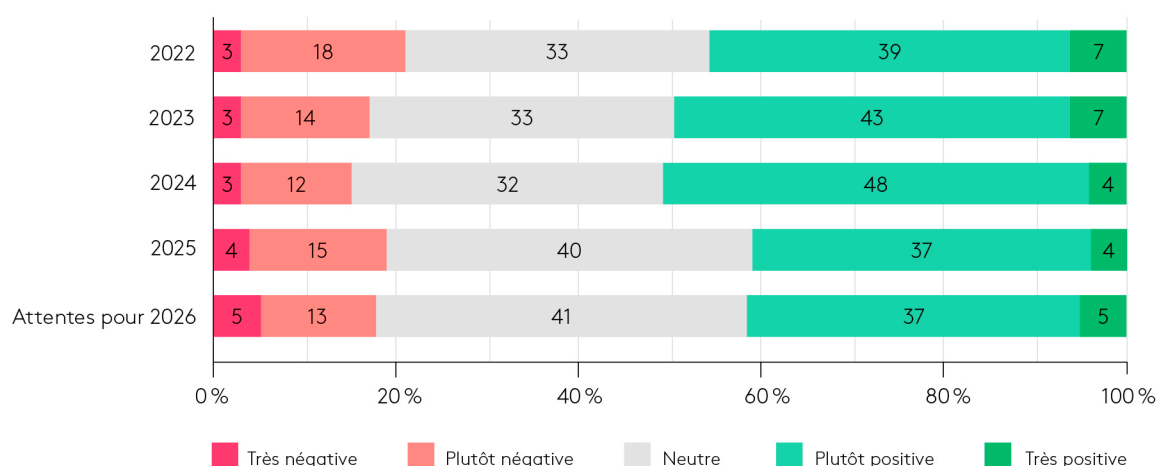


Fig. 9:
Estimation de l'évolution de la demande (valeurs en pourcentage arrondies). N pour 2022 = 377, pour 2023 = 350, pour 2024 = 338, pour 2025 = 357, pour 2026 = 355

L'évolution de la demande en 2025 varie de manière significative selon la taille des prestataires. On constate que les prestataires de taille moyenne et les grands prestataires sont beaucoup plus nombreux à mentionner une évolution positive (respectivement 47 et 46 %) que les petits prestataires (35 %). Chez ces derniers, l'estimation neutre quant à l'évolution de la demande domine (49 %).

Les prévisions concernant l'évolution de la demande en 2026 varient sensiblement selon la région linguistique. Les prestataires de Suisse italienne se montrent très optimistes: 59 % s'attendent à une évolution favorable de la demande. Les prestataires présents dans plusieurs

régions sont relativement optimistes (51 %). En Suisse romande, la plupart des prestataires ont une appréciation neutre quant à l'évolution de la demande (54 %).

Des taux de remplissage élevés chez les grands prestataires et faibles chez les petits prestataires

Le nombre de participations annuelles (c'est-à-dire le nombre de fois qu'une ou plusieurs personnes ont participé sur l'année³) est réparti de manière relativement uniforme dans les tranches inférieures et moyennes.⁴ 28 % des prestataires interrogés enregistrent jusqu'à 100 participations, 27 % jusqu'à 500 participations et 25 % jusqu'à 1500 participations. Des chiffres plus élevés sont beaucoup plus rares: 14 % atteignent jusqu'à 5000 participations, 5 % jusqu'à 10 000 participations et 2 % enregistrent plus de 10 000 participations. En 2025, 80 % des prestataires interrogés ont enregistré au maximum 1500 participations.

Le nombre de participations varie fortement selon la taille des prestataires. Chez les petits prestataires, leur nombre se concentre dans les tranches inférieures: 53 % ont enregistré jusqu'à 100 participations et 38 % jusqu'à 500 participations. Chez les prestataires de taille moyenne, le nombre de participations est plus élevé: la plupart d'entre eux (44 %) mentionnent jusqu'à 1500 participations. Chez les grands prestataires, les chiffres se concentrent dans les tranches supérieures: 43 % ont enregistré jusqu'à 10 000 participations et 22 % plus de 10 000 participations.

Le nombre de participations varie également de manière notable selon la région linguistique. Des chiffres de participations plus faibles sont très répandus en Suisse romande: 43 % des prestataires enregistrent jusqu'à 100 participations. En Suisse italienne, la tranche majoritaire est celle jusqu'à 500 participations (avec 47 % des prestataires). Des chiffres plus élevés sont plus fréquents en Suisse alémanique, ainsi que chez les prestataires présents dans plusieurs régions: ces derniers enregistrent relativement souvent jusqu'à 10 000, voire plus de 10 000 participations.

Les autorités et l'administration publique: des acheteurs particulièrement importants pour les prestataires dans les compétences de base

En 2025, les particuliers ont une nouvelle fois été les principaux acheteurs d'offres de formation continue: 70 % des prestataires interrogés déclarent que leurs offres ont été achetées et/ou financées par une clientèle privée.

Les autorités/administrations publiques ainsi que les entreprises occupent aussi une place importante dans le financement des prestataires. 54 % des prestataires interrogés comptent des autorités/l'administration publique parmi leur clientèle, tandis que 52 % comptent des entreprises parmi leur clientèle. Les organisations à but non lucratif et les achats en interne par l'organisation sont nettement moins souvent

3 Si une personne participe plusieurs fois, elle est comptabilisée plusieurs fois. C'est pourquoi nous analysons ici plutôt le nombre de participations que le nombre de personnes participantes.

4 Les tranches suivantes ont été utilisées: «jusqu'à 100», «jusqu'à 500», «jusqu'à 1500», «jusqu'à 5000», «jusqu'à 10 000», «plus de 10 000».

cités en tant que principaux acheteurs d'offres. Ces deux catégories atteignent une part de 17 %. Les autres groupes de clients ont une importance marginale, avec seulement 5 %.

Quelles étaient les catégories de clients et/ou d'acheteurs qui ont financé/acheté en 2025 les offres de formation continue proposées par votre organisation ?

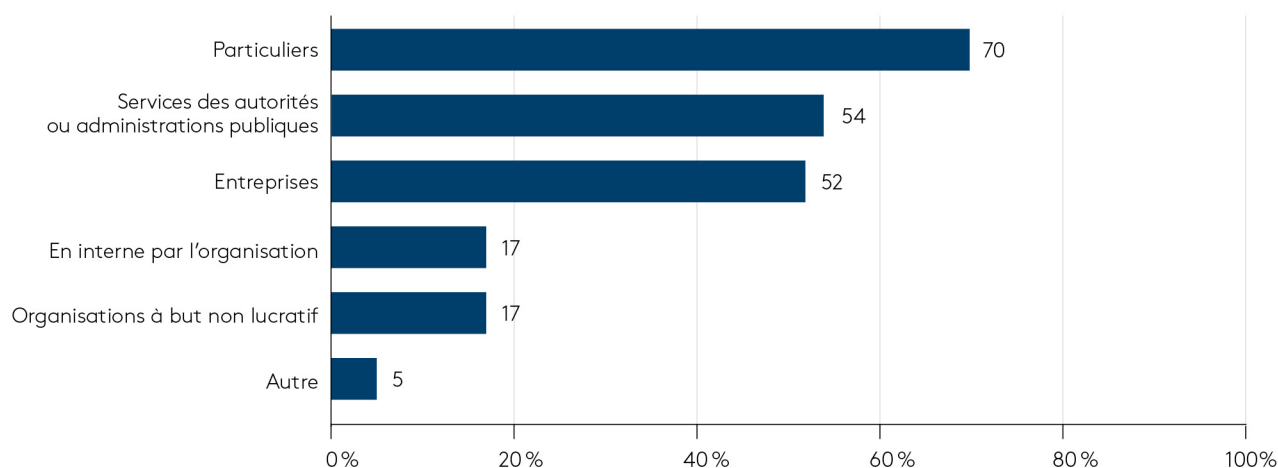


Fig. 10:
Catégories de clients et/ou d'acheteurs qui ont financé/acheté en 2025 les offres de formation continue (valeurs en pourcentage arrondies). Plusieurs choix possibles. N = 362

Le degré d'importance de tel ou tel groupe de clients varie sensiblement selon toutes les caractéristiques de prestataires. Concernant le financement par les autorités et/ou l'administration publique, des différences notables apparaissent selon la taille des prestataires. Les petits prestataires citent nettement moins souvent ce groupe de clients que les prestataires de taille moyenne et les grands prestataires (44 % contre respectivement 62 % et 79 %).

Des différences significatives apparaissent aussi selon le domaine principal de formation. Les prestataires de la formation continue générale citent nettement plus souvent les particuliers comme groupe de clients que les prestataires de la formation continue en entreprise/professionnelle et que ceux intervenant dans les compétences de base (87 % contre respectivement 68 % et 60 %). À l'inverse, les prestataires de la formation continue en entreprise/professionnelle mentionnent nettement plus souvent les entreprises comme groupe de clients que les prestataires de la formation continue générale et ceux intervenant dans les compétences de base (64 % contre respectivement 33 % et 21 %). Enfin, les prestataires intervenant dans les compétences de base mentionnent nettement plus souvent les autorités/l'administration publique comme groupe de clients que les prestataires de la formation continue générale et les prestataires de la formation continue en entreprise/professionnelle (83 % contre 49 % pour chacun des autres prestataires).

L'importance de tel ou tel groupe de clients varie également selon la région linguistique. Les prestataires présents dans plusieurs régions citent beaucoup moins souvent les particuliers (59 %) comme groupe de clients que les prestataires qui n'interviennent que dans une seule région linguistique, en particulier les prestataires de Suisse alémanique (77 %). Les prestataires présents dans plusieurs régions se démarquent aussi des autres prestataires en ce qui concerne le financement par les entreprises: 69 % d'entre eux mentionnent ces dernières comme groupe de clients, contre 43 % des prestataires de Suisse alémanique et 45 % des prestataires de Suisse romande.

DIMENSION: EFFECTIFS

De nouveau une évolution neutre des effectifs

Ces dernières années, les effectifs ont très peu changé chez la majorité des prestataires interrogés. En 2025, 65 % ont indiqué des effectifs stables, 25 % ont déclaré une hausse et 10 % une baisse des effectifs (voir figure 11).

Par rapport aux années précédentes, on constate donc un léger ralentissement de l'évolution. En 2022, 30 % des prestataires interrogés avaient noté une évolution positive des effectifs; ils étaient 29 % à observer cette tendance en 2023 et en 2024. La part des prestataires ayant constaté des effectifs stables est passée de 57 % en 2022 à 65 % en 2025.

Comment estimez-vous l'évolution de l'effectif ?

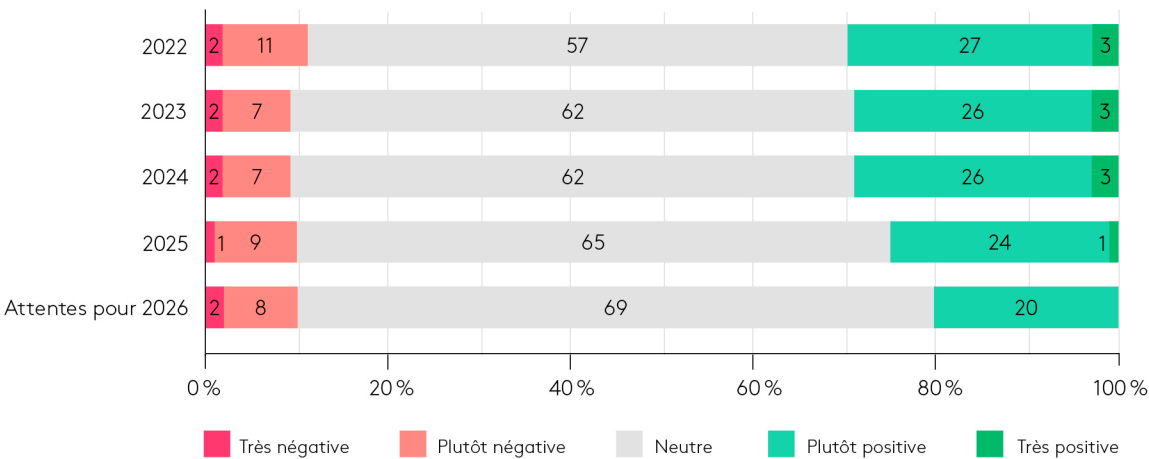


Fig. 11:
Estimation de l'évolution de l'effectif (valeurs en pourcentage arrondies). N pour 2022 = 331, pour 2023 = 299, pour 2024 = 295, pour 2025 = 276, pour 2026 = 274

Les prestataires interrogés s'attendent à un maintien de cette tendance stable en 2026. 69 % misent sur des effectifs inchangés, 20 % anticipent une hausse et 10 % une diminution des effectifs.

L'évolution des effectifs en 2025 varie fortement selon le domaine principal de formation. Les prestataires de la formation continue générale sont beaucoup plus nombreux (22 %) à évoquer une baisse des effectifs que les prestataires de la formation continue en entreprise/professionnelle (9 %) et les prestataires dans les compétences de base (2 %). Dans ces deux dernières catégories de prestataires, la tendance dominante est une évolution stable des effectifs (chez respectivement 68 % et 69 % des prestataires).

Les prestataires de type privé-associatif sont ceux qui travaillent le plus avec des personnes bénévoles

La structure des effectifs des prestataires interrogés varie sensiblement selon la forme d'emploi. 57 % des prestataires emploient entre une et 10 personnes salariées, 37 % entre 11 et 250 personnes salariées. Seuls 4 % des prestataires emploient plus de 250 personnes salariées. 44 %

Nombre de personnes salariées, mandatées et bénévoles en 2025

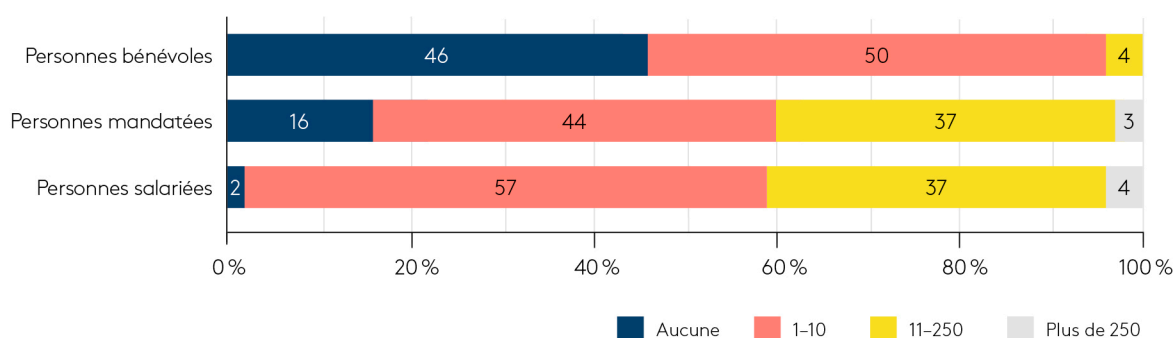


Fig. 12:
Nombre de personnes salariées, mandatées
et bénévoles en 2025 (valeurs en pourcentage
arrondies). N ~ 269

des prestataires travaillent avec une à 10 personnes mandatées, 37 % avec 11 à 250 personnes mandatées. La situation est très différente s'agissant des personnes bénévoles. 46 % des prestataires interrogés n'ont pas du tout recours à des personnes bénévoles. 50 % travaillent avec une à 10 personnes bénévoles. Peu de prestataires (4 %) comptent un grand nombre de personnes bénévoles dans leurs effectifs.

Le nombre de personnes salariées varie sensiblement selon la taille des prestataires. 96 % des petits prestataires et 88 % des prestataires de taille moyenne emploient entre une et 50 personnes salariées. Ce pourcentage est beaucoup plus faible chez les grands prestataires: 55 % d'entre eux emploient entre une et 50 personnes salariées. Les effectifs élevés sont donc surtout répandus chez les grands prestataires: 20 % emploient entre 51 et 250 personnes salariées, et 25 % comptent plus de 250 personnes salariées. Le nombre de personnes mandatées varie lui aussi sensiblement selon la taille des prestataires. 75 % des petits

prestataires et 68 % des prestataires de taille moyenne comptent entre une et 50 personnes mandatées dans leurs effectifs. Ce chiffre est plus bas chez les grands prestataires: 35 % d'entre eux comptent entre une et 50 personnes mandatées. Ce sont surtout les grands prestataires qui comptent un nombre élevé de personnes mandatées: 35 % emploient entre 51 et 250 personnes mandatées, et 15 % en emploient plus de 250.

Le nombre de personnes bénévoles varie surtout selon le type d'organisation. Les prestataires de type privé-associatif ont très souvent recours aux personnes bénévoles: 63 % comptent entre une et 50 personnes bénévoles dans leurs effectifs. Ce pourcentage est compris entre 45 et 49 % dans les autres types d'organisation. À l'inverse, les prestataires publics et les prestataires de type privé-commercial sont relativement nombreux à ne compter aucune personne bénévole dans leurs effectifs (respectivement 55 % et 51 %).

On note des différences importantes dans le nombre de personnes mandatées en fonction du domaine principal. 78 % des prestataires intervenant dans les compétences de base emploient entre une et 50 personnes mandatées. Dans cette catégorie de prestataires, on ne constate aucun cas avec des effectifs plus élevés de personnes mandatées. En revanche, cette situation est plus fréquente chez les prestataires de la formation continue en entreprise/professionnelle: 18 % d'entre eux emploient entre 51 et 250 personnes mandatées, tandis que 5 % comptent plus de 250 personnes mandatées.

Part des formateurs par rapport au l'effectif total en 2025

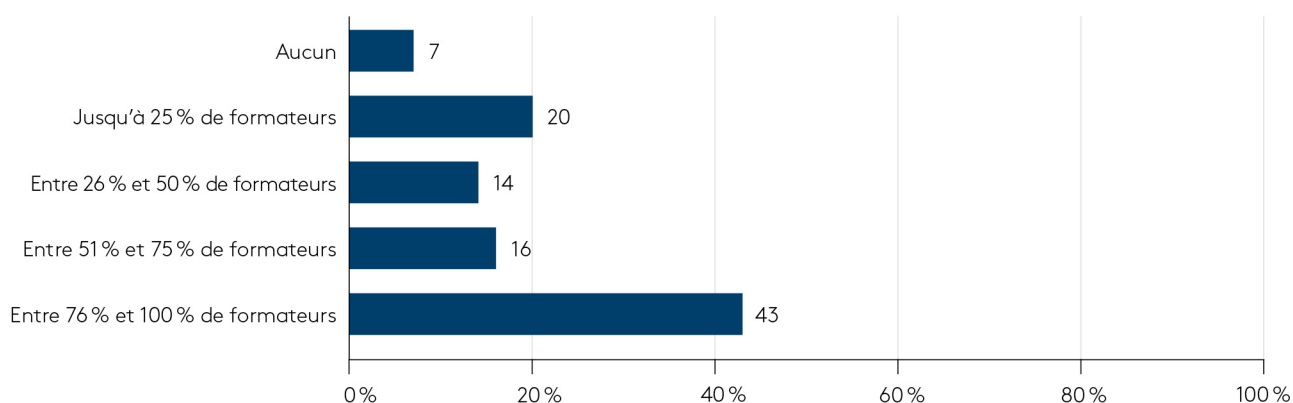


Fig. 13:
Part des formateurs par rapport à l'effectif total
en 2025 (valeurs en pourcentage arrondies). N = 269

Formatrices et formateurs

Chez une grande partie des prestataires interrogés, les responsables de cours et/ou les formatrices et formateurs représentent une part élevée des effectifs totaux (figure 13). Chez 43 % des prestataires, ce personnel représente la totalité des effectifs. Chez 16 % des prestataires, il représente entre 51 et 75 % des effectifs. Chez 14 % des prestataires, la part est comprise entre 26 et 50 %. Chez 20 % d'entre eux, les formatrices et

formateurs représentent au maximum un quart des effectifs. 7 % des prestataires interrogés n'emploie aucun formateur/formatrice.

La part des formatrices et formateurs dans l'ensemble des effectifs varie sensiblement selon le domaine principal. Dans la formation continue générale, la part est très élevée: chez 58 % de ces prestataires, les formatrices et formateurs représentent entre 76 à 100 % des effectifs totaux. Tel est également le cas chez 44 % des prestataires dans la formation continue en entreprise/professionnelle et chez 22 % des prestataires intervenant dans les compétences de base. Des pourcentages intermédiaires sont plus fréquents dans les compétences de base: 31 % des prestataires intervenant dans ce domaine déclarent que les formatrices et formateurs et/ou responsables de cours représentent entre 51 et 75 % de leurs effectifs.

On constate également des différences significatives par région linguistique. La part des responsables de cours dans les effectifs est très élevée en Suisse alémanique: chez 63 % des prestataires de cette région, ils représentent entre 76 et 100 % des effectifs. Cette part est de respectivement 40 % et 41 % chez les prestataires de Suisse italienne et ceux présents dans plusieurs régions. En revanche, des pourcentages moins élevés sont plus fréquents en Suisse romande: 48 % des prestataires de cette région déclarent que les responsables de cours représentent seulement entre 1 % et 25 % des effectifs totaux.

Les responsables de formation doivent-ils être titulaires d'un certificat au sein de votre organisation ?

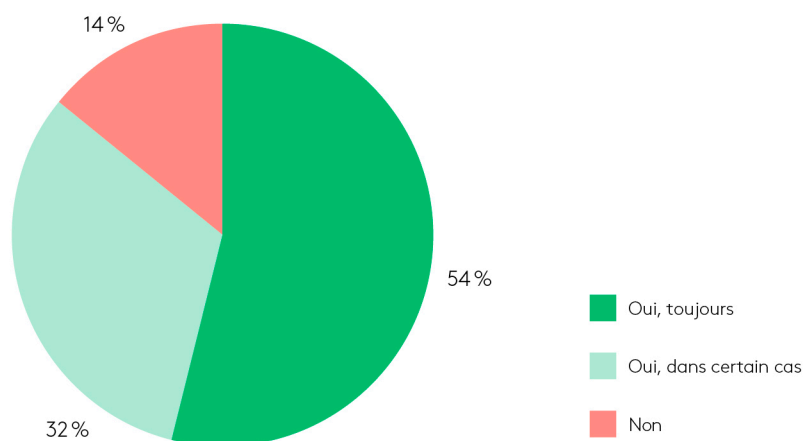


Fig. 14:
Certificats des responsables de formation.
Valeurs en pourcentage arrondies. N = 272

Les certificats attestant les qualifications sont surtout exigés par les grands prestataires

Un certificat attestant les qualifications est exigé chez la majorité des prestataires interrogés. 54 % déclarent que les formatrices ou formateurs et/ou les responsables de cours doivent systématiquement fournir un certificat. Cette exigence s'applique en partie chez 32 % des prestataires. Seuls 14 % des prestataires interrogés n'exigent aucun certificat.

La nécessité de fournir ou non un certificat varie grandement selon la taille des prestataires. Les grands prestataires sont nombreux à exiger systématiquement un certificat attestant les qualifications (81 %). 56 % des prestataires de taille moyenne et 47 % des petits prestataires l'exigent. À l'inverse, 18 % des petits prestataires n'exigent aucun certificat. Un tel cas de figure n'existe pas chez les grands prestataires.

Quels sont les certificats les plus souvent exigés par les prestataires?

Le certificat FSEA de formatrice/formateur – animation de formation est de loin le certificat le plus répandu: tel est le cas chez 75 % des prestataires interrogés. Le brevet fédéral de formatrice/formateur arrive en deuxième position: ce diplôme est cité par 32 % des prestataires. 28 % mentionnent d'autres certificats. Les prestataires pouvaient préciser les autres certificats qu'ils sont amenés à rencontrer chez leurs responsables de cours. Pour résumer, on constate que la formation initiale et continue spécifique à des thèmes et à des branches occupe une place importante, tout comme les formations initiales et continues générales et pédagogiques.

Le diplôme de formatrice/formateur d'adultes ES et un bachelor/master en sciences de l'éducation/formation des adultes sont chacun mentionnés par 16 % des prestataires. 14 % d'entre eux mentionnent un bachelor/master en enseignement primaire/secondaire I/secondaire II, 13 % le certificat fide de formateur/formatrice en langues dans le domaine de l'intégration et 12 % le certificat FSEA de formatrice/formateur.

Le diplôme fédéral de responsable de formation et le CAS français langue étrangère/français langue secondaire (FLE-FLS) sont des certificats nettement moins souvent cités (chacun par 6 % des prestataires).

Défis actuels

Les réponses ouvertes font apparaître un large éventail de défis. Certains thèmes ont été cités par plusieurs prestataires, notamment la nécessité de trouver suffisamment de personnes participantes afin de garantir des formations avec des taux de remplissage suffisants. Sur ce point, les prestataires évoquent notamment une baisse du nombre d'inscriptions, la nécessité de toucher des groupes cibles plus jeunes et les incertitudes concernant l'évolution future de la demande. La difficulté à trouver des responsables de cours qualifiés, notamment au regard de la pénurie de main-d'œuvre spécialisée et de la structure d'âge des responsables de cours, fait partie des autres défis mentionnés. Les incertitudes financières et économiques, les ressources limitées pour développer de nouvelles offres et les défis en lien avec la transition numérique et l'utilisation de l'IA sont d'autres problématiques citées.

Interprétation des résultats

Une évaluation plus mesurée de la situation économique

Très clairement, l'appréciation globale sur le secteur de la formation continue en Suisse qui ressort de cette enquête est moins limpide que les années précédentes. Globalement, une évolution économique modérée ressort de l'estimation des prestataires. Pour 2025, le SECO a documenté une dynamique de croissance inférieure à la moyenne (SECO, 2026). À la date de l'enquête au second trimestre 2025, les prestataires de formation continue prévoient également une évolution neutre ou ralentie pour 2026, conformément aux prévisions estivales de la Confédération. En revanche, dans ses prévisions d'automne, le SECO prévoit pour 2026 une croissance plus forte que celle anticipée dans ses prévisions d'été. Cependant, des risques considérables perdurent, du fait des conflits internationaux, des prix de l'énergie et des incertitudes en matière de politique commerciale. La prochaine enquête révélera si les prévisions coïncideront avec l'évolution effective en 2026.

En Allemagne, les prestataires de formation continue ont également une appréciation négative sur la situation économique dans leur branche, comme l'indique la version actuelle du wbmonitor. Leur estimation est nettement moins optimiste que l'année précédente (Koscheck, 2026). L'évaluation des prestataires de formation continue en Allemagne se situe même dans la plage négative. Globalement, les enquêtes actuelles du wbmonitor et de l'Observatoire de la formation continue laissent transparaître un sentiment général plus négatif.

Développement actif d'offres par les prestataires

Pour les deux années étudiées, les prestataires indiquent majoritairement une estimation neutre à propos de l'évolution du volume de l'offre. Leur évaluation se démarque donc sensiblement des années précédentes, au cours desquelles les appréciations positives dominaient (Sritharan, 2025). En 2025, près des deux tiers des fournisseurs ont pu développer de nouvelles offres. Lors de la conception et de l'adaptation des offres, non seulement de nouveaux contenus ont été élaborés, mais des formats ont été perfectionnés. Des offres ont été transférées sur des formats en ligne ou hybrides, tandis que des offres modulaires et des formats de formation plus courts ont été introduits. Sur le plan du contenu, de nouveaux domaines thématiques ont été introduits et les offres existantes ont été complétées par de nouveaux thèmes. Certains d'entre eux ont été supprimés. Les offres qui reviennent le plus souvent dans les réponses sont en lien avec l'intelligence artificielle. Les prestataires s'adaptent aux changements les plus divers, ce qui exige de leur part une grande agilité (Haberzeth & Schenkel, 2021). Malgré des prévisions économiques plutôt mesurées, les prestataires développent leurs offres de manière continue. Cela ne se traduit pas nécessairement par une augmentation du nombre d'offres, mais par des adaptations concernant le format et le contenu.

L'IA, un nouveau défi portant sur des thématiques existantes

Malgré l'intégration proactive de l'IA dans leurs offres, les prestataires considèrent les tendances dans ce domaine comme l'un des plus grands défis à relever. Ceux-ci concernent non seulement les coûts liés aux adaptations à apporter à l'infrastructure ou au format des offres, mais aussi l'utilisation conforme des outils d'IA. Les réponses des prestataires révèlent que ceux-ci sont davantage préoccupés par la thématique de l'IA qu'il y a quelques années (cf. Cacho & Gollob, 2024). Leurs réponses montrent aussi clairement que bon nombre de défis existent depuis plusieurs années: une demande fluctuante ou difficile à anticiper, les incertitudes concernant le financement de l'organisation, l'adaptation de l'offre aux tendances actuelles et la concurrence intense.

Globalement, l'enquête de cette année révèle une stabilisation du secteur de la formation continue. La dynamique de croissance des années précédentes s'est ralentie, mais la branche conserve sa capacité d'adaptation – notamment dans le domaine des offres – et reste stable dans de nombreuses dimensions. Les prestataires devront perfectionner de manière permanente leurs offres afin relever les défis actuels, à savoir la pression économique, les incertitudes qui pèsent sur le financement et les besoins dynamiques des groupes cibles. Leur capacité à relever ces défis aura une importance déterminante pour leur développement futur.

Méthode de saisie et échantillon

Les résultats de l'enquête en ligne menée chaque année par la FSEA auprès des prestataires de formation continue servent de données de base à l'Observatoire de la formation continue de la FSEA. L'enquête est adressée à toutes les organisations de formation continue saisies dans la base de données de la FSEA. En 2026, le questionnaire a été envoyé au cours du printemps à 2065 établissements, ce qui devrait représenter une majorité de tous les prestataires de formation continue en Suisse. Au total, 561 réponses ont été reçues, soit un taux de réponse de 27%. Les prestataires qui ont déclaré ne pas proposer de formation continue ou qui n'ont pas répondu à la question correspondante ont été supprimés de l'échantillon (71 cas), tout comme les prestataires qui n'ont indiqué aucune donnée hormis des données structurelles (107 cas). Après correction des données, l'échantillon net des analyses comprend 377 cas valables. Sur le plan des données structurelles, les prestataires exclus ne se différencient pas significativement des prestataires inclus dans l'échantillon. On note seulement que les prestataires de la formation continue en entreprise/professionnelle sont plus nombreux à avoir répondu à l'enquête dans son intégralité que les prestataires qui interviennent dans un autre domaine.

Dans le cadre de cette étude, nous définissons les formations continues comme des activités d'apprentissage volontairement effectuées par des adultes et qui ont lieu en dehors du système éducatif formel. Par conséquent, un prestataire de formation continue est une organisation dont l'activité principale ou secondaire est de proposer des activités d'apprentissage ou d'enseignement à des adultes. Le secteur de la formation continue englobe toutes les institutions de formation continue exerçant des activités en Suisse.

Les données structurelles fournissent des informations sur les *caractéristiques des prestataires inclus dans l'échantillon*. Proposer des formations continues est l'activité principale pour 58 % des prestataires ayant répondu à cette enquête. Il s'agit d'une activité secondaire pour 42 % d'entre eux. Par ailleurs, 35 % des prestataires interrogés sont actifs dans l'éducation et l'enseignement, 22 % exercent des activités dans d'autres domaines du secteur tertiaire et 18 % sont présents dans la santé et les affaires sociales. Sur le plan géographique, 41 % des prestataires interrogés exercent leur activité en Suisse alémanique, 26 % en Suisse romande, 6 % en Suisse italienne, tandis que 26 % interviennent dans plusieurs régions. Le tableau 1 présente l'échantillon étudié ici selon d'autres données structurelles et de manière détaillée. L'échantillon de cette année diffère très peu de ceux des années précédentes.

Dans le cadre de ce rapport, la *taille des prestataires* a été calculée à partir de trois indicateurs: le nombre d'équivalents temps plein (ETP) parmi les personnes salariées, le nombre d'heures de formation dispensées l'année passée et le nombre de participations (personnes participantes)

en 2024. Une double pondération est appliquée aux heures de formations dispensées et au nombre de participations. En effet, par rapport au nombre de personnes salariées, ces deux données sont davantage pertinentes pour mesurer le volume d'activité d'une institution de formation continue.

Annexe 1

Indicateur de la branche et indicateur de confiance

Chacune des quatre dimensions (situation économique, offre, demande et effectifs) est évaluée au moyen d'une question pour estimer l'année précédente (ici: 2025) et l'année en cours (ici: 2026). Une valeur moyenne se rapportant à chacune de ces deux années est élaborée à partir de ces quatre questions. Dans le questionnaire, les prestataires doivent indiquer leur estimation avec des signes «++», «+», «0», «-» et «--» (++ correspond à une forte hausse, 0 correspond à une situation inchangée, -- correspond à une forte baisse). Cette échelle à cinq points est transformée en valeurs «-1», «-0,5», «0», «0,5» et «1» pour l'analyse. Une valeur moyenne est calculée à partir des moyennes des quatre dimensions. Elle est appelée «indicateur de la branche». Cette même valeur est calculée pour les quatre dimensions de l'année en cours (actuellement 2026)⁵. Afin de représenter l'indicateur de la branche et les différentes dimensions de manière lisible dans une figure, la plage de -1 à +1 est convertie dans une plage de points comprise entre -100 et +100 points.

Échelle pour l'interprétation des dimensions

Une échelle de -100 à +100, avec différentes plages d'évaluation, a été définie pour interpréter ces valeurs moyennes. Faute de données à long terme, l'interprétation pour la première édition de l'Observatoire de la formation continue est centrée sur zéro. Afin de garantir la comparabilité, l'échelle utilisée dans cette édition et dans les prochaines sera la même.

0 à 10: neutre	-10 à 0: neutre
11 à 30: légèrement positif	-30 à -11: légèrement négatif
31 à 60: positif	-60 à -31: négatif
61 à 100: très positif	-100 à -61: très négatif

Limites de l'interprétabilité

L'échantillon utilisé pour cette étude est un échantillon de commodité. Il s'agit d'une méthode d'échantillonnage non probabiliste qui est utilisée lorsque le groupe cible est difficile à sonder. C'est le cas avec l'Observatoire de la formation continue, car le nombre total de prestataires de formation continue n'est pas connu.

Les quatre dimensions séparées et se rapportant à l'indicateur de la branche donnent une image de la situation du secteur de la formation continue pour l'année en cours et pour l'année précédente. Une veille

5

Les quatre dimensions (situation économique, offre, demande et effectifs) sont regroupées pour former l'indicateur de la branche et l'indicateur de confiance. L'analyse de fiabilité des années passées (au moyen des coefficients alpha ou oméga) montre que le regroupement des dimensions pour former ces deux indicateurs est justifié. L'analyse de fiabilité donne une valeur oméga de 0,86 (2025) et de 0,89 (2026).

à long terme permettra de représenter la situation et les changements éventuels dans le secteur de la formation continue. Il est important de noter que les indicateurs représentent l'évolution relative estimée du secteur de la formation continue. Cela signifie que les questions sont posées de sorte que les prestataires donnent leur estimation à propos des quatre dimensions par rapport à l'année précédente. Le questionnaire contient toutefois des questions sur l'évolution du chiffre d'affaires, sur le pourcentage d'offres effectuées, sur les heures de formation dispensées, sur les effectifs et sur d'autres thèmes qui donnent une idée du niveau absolu de certains aspects des quatre dimensions.

Tableau 1 : Données structurelles des prestataires de formation continue 2026

Variable structurelle	Part	N
Weiterbildung als Hauptzweck der Organisation		
Oui	58%	
Non	42%	
		377
Orientation thématique		
Formation continue en entreprise/professionnelle	66 %	
Formation continue générale (langues/santé/loisirs/culture)	19 %	
Compétences de base	14 %	
		376
Taille du prestataire		
Petits prestataires	50 %	
Prestataires de taille moyenne	43 %	
Grands prestataires	7 %	
		356
Type d'organe responsable		
Privé-commercial	42 %	
Privé-utilité publique	25 %	
Public	18 %	
Autre	15 %	
		374
Région linguistique		
Suisse alémanique	41 %	
Suisse romande	28 %	
Suisse italienne	6 %	
Présence nationale	26 %	
		377
Secteur		
Education et enseignement	38 %	
Autres secteur tertiaire (prestations de services)	23 %	
Santé et affaires sociales	16 %	
Fourniture de prestations libérales, scientifiques et techniques	6 %	
Administration publique, défense, assurance sociale	5 %	
Bâtiment/construction	4 %	
Autre secteur secondaire (industrie)	3 %	
Industrie de transformation, fabrication de marchandises	3 %	
Agriculture, sylviculture, pêche	2 %	
Commerce et réparation	1 %	
Fourniture de prestations financières et d'assurances	1 %	
		372
Type d'institution		
Institution de formation continue	44 %	
École professionnelle, école spécialisée (supérieure)	12 %	
Association de branche/professionnelle, organisation du monde du travail (OrTra)	11 %	
Entreprise individuelle ou formatrice/formateur indépendant	10 %	
Église, syndicat, partie, organisation à but non lucratif	8 %	
Département de formation continue d'une entreprise	7 %	
Département de formation continue d'une administration	4 %	
Haute école (université, haute école spécialisée, haute école pédagogique, école polytechnique fédérale)	3 %	
		332

Tableau sur les données structurelles issue de l'enquête 2026 de la FSEA auprès des prestataires.

Annexe 2

Tableau 2: Comparaisons des valeurs moyennes

Variable	Groupe 1 (N total)	Groupe 2 (N total)	Ø groupe 1	Ø groupe 2	p. ajust.
DIMENSION: SITUATION ÉCONOMIQUE					
Financement					
Frais participation – Type d'organe responsable	Privé-utilité publique (61)	Privé-commercial (110)	48 %	73 %	0.001
Frais participation – Principal domaine de la formation continue	Formation continue générale (47)	Compétences de base (38)	70 %	30 %	<0.000
	Formation continue en entreprise (160)	Compétences de base (38)	66 %	30 %	<0.000
Frais participation – Région linguistique	Suisse alémanique (102)	Suisse romande (67)	67 %	47 %	0.032
Pouvoirs publics – Taille du prestataire	Petits prestataires (109)	Prestataires de taille moyenne (115)	17 %	28 %	0.001
Pouvoirs publics – Type d'organe responsable	Autres (36)	Privé-commercial (110)	31 %	12 %	0.027
	Public (38)	Privé-commercial (110)	27 %	12 %	0.024
	Privé-utilité publique (61)	Privé-commercial (110)	36 %	12 %	<0.000
Pouvoirs publics – Principal domaine de la formation continue	Formation continue générale (47)	Compétences de base (38)	21 %	56 %	<0.000
	Formation continue en entreprise (160)	Compétences de base (38)	16 %	56 %	<0.000
Autre – Type d'organe responsable	Privé-utilité publique (61)	Privé-commercial (110)	10 %	6 %	0.009
Nombre de programmes de soutien – Principal domaine de la formation continue	Formation continue en entreprise (250)	Compétences de base (54)	2.0	2.6	0.003
Nombre de programmes de soutien – Région linguistique	Suisse romande (104)	National (97)	2.5	1.8	0.003
DIMENSION: DEMANDE					
Catégories de clients					
Particuliers – Principal domaine de la formation continue	Formation continue générale (72)	Formation continue en entreprise (250)	87 %	68 %	0.008
	Formation continue générale (72)	Compétences de base (54)	87 %	60 %	0.003
Particuliers – Région linguistique	Suisse alémanique (154)	National (97)	77 %	59 %	0.026
Entreprises – Principal domaine de la formation continue	Formation continue générale (72)	Formation continue en entreprise (250)	33 %	64 %	<0.000
	Formation continue en entreprise (250)	Compétences de base (54)	64 %	21 %	<0.000
Entreprises – Région linguistique	Suisse alémanique (154)	National (97)	43 %	69 %	0.001
	Suisse romande (104)	National (97)	45 %	69 %	0.008
Autorités – Taille du prestataire	Grands prestataires (25)	Petits prestataires (178)	79 %	44 %	0.004
	Prestataires de taille moyenne (153)	Petits prestataires (178)	62 %	44 %	0.004
Autorités – Taille du prestataire	Formation continue générale (72)	Compétences de base (54)	49 %	83 %	0.001
	Formation continue en entreprise (250)	Compétences de base (54)	49 %	83 %	<0.000

Résultats des comparaisons de moyennes (test de Kruskal-Wallis et test post-hoc de Dunn). Ce tableau présente uniquement les résultats statistiquement significatifs et donc mentionnés dans le texte.

Tableau 3: Tableaux de contingence

Variable	N				
DIMENSION: SITUATION ÉCONOMIQUE					
Situation économique 2025 – Type d'organe responsable	Autres (N=47)	Public (N=51)	Privé-utilité publique (N=74)	Privé-commercial	308
(Plutôt) négative	308	20 %	23 %	21 %	
(Plutôt) positive	11 %	16 %	26 %	34 %	
Neutre	72 %	65 %	51 %	46 %	
p. ajust.: 0.014					
Situation économique 2026 – Type d'organe responsable	Autres (N=46)	Public (N=50)	Privé-utilité publique (N=74)	Privé-commercial (N=135)	305
(Plutôt) négative	15 %	14 %	26 %	24 %	
(Plutôt) positive	20 %	20 %	20 %	40 %	
Neutre	65 %	66 %	54 %	36 %	
p. ajust.: <0.000					
Procédure d'appel d'offres – Taille du prestataire	Petits prestataires (N=144)	Prestataires de taille moyenne (N=134)	Grands prestataires (N=23)		301
Oui, entièrement	6 %	4 %	4 %		
Oui, partiellement	10 %	20 %	43 %		
Non	85 %	75 %	52 %		
p. ajust.: 0.002					
Procédure d'appel d'offres – Type d'organe responsable	Autres (N=47)	Public (N=51)	Privé-utilité publique (N=75)	Privé-commercial (N=135)	308
Oui, entièrement	4 %	0 %	15 %	2 %	
Oui, partiellement	17 %	14 %	29 %	11 %	
Non	79 %	86 %	56 %	87 %	
p. ajust.: <0.000					
Procédure d'appel d'offres – Principal domaine de la formation continue	Formation continue générale (N=60)	Formation continue en entreprise (N=203)	Compétences de base (N=46)		309
Oui, entièrement	7 %	0 %	24 %		
Oui, partiellement	18 %	15 %	24 %		
Non	75 %	84 %	52 %		
p. ajust.: <0.000					
Chiffre d'affaires global – Taille du prestataire	Petits prestataires (N=83)	Prestataires de taille moyenne (N=85)	grands prestataires (N=12)		180
Aucun chiffre d'affaires	57 %	30 %	13 %		
Jusqu'à 100'000	81 %	19 %	0 %		
Jusqu'à 1'000'000	62 %	38 %	0 %		
Jusqu'à 10'000'000	11 %	83 %	6 %		
Plus de 10'000'000	9 %	36 %	55 %		
p. ajust.: <0.000					
Chiffre d'affaires global – Type d'organe responsable	Autres (N=18)	Public (N=30)	Privé-utilité publique (N=49)	Privé-commercial (N=83)	180
Aucun	17 %	21 %	29 %	33 %	
Jusqu'à 100'000	7 %	17 %	17 %	60 %	
Jusqu'à 1'000'000	7 %	7 %	31 %	56 %	
Jusqu'à 10'000'000	15 %	20 %	26 %	39 %	
Plus de 10'000'000	0 %	45 %	36 %	18 %	
p. ajust.: 0.034					
Évolution du chiffre d'affaires global – Type d'organe responsable	Autres (N=46)	Public (N=49)	Privé-utilité publique (N=69)	Privé-commercial (N=128)	292
(Plutôt) négative	20 %	16 %	25 %	23 %	
(Plutôt) positive	22 %	24 %	35 %	42 %	
Neutre	59 %	59 %	41 %	35 %	
p. ajust.: 0.032					

Variable						N
----------	--	--	--	--	--	---

DIMENSION : OFFRE

Offres non réalisées – Taille du prestataire	Petits prestataires (N=171)	Prestataires de taille moyenne (N=147)	Grands prestataires (N=24)		342
Aucune	38 %	18 %	17 %		
Jusqu'à 25 %	40 %	67 %	79 %		
Jusqu'à 50 %	18 %	9 %	4 %		
Jusqu'à 75 %	4 %	5 %	0 %		
Jusqu'à 100 %	1 %	1 %	0 %		

p. ajust.: <0.000

Offres non réalisées – Principal domaine de la formation continue	Formation continue générale (N=61)	Formation continue en entreprise (N=234)	Compétences de base (N=54)		349
Aucune	25 %	24 %	50 %		
Jusqu'à 25 %	56 %	57 %	41 %		
Jusqu'à 50 %	13 %	15 %	4 %		
Jusqu'à 75 %	7 %	3 %	6 %		
Jusqu'à 100 %	0 %	1 %	0 %		

p. ajust.: 0.005

Offres non réalisées – Région linguistique	Suisse alémanique (N=144)	Suisse romande (N=94)	Suisse italienne (N=19)	National (N=92)	348
Aucune	26 %	43 %	32 %	15 %	
Jusqu'à 25 %	57 %	45 %	47 %	62 %	
Jusqu'à 50 %	13 %	10 %	11 %	16 %	
Jusqu'à 75 %	3 %	3 %	11 %	5 %	
Jusqu'à 100 %	1 %	0 %	0 %	1 %	

p. ajust.: 0.010

Nouvelles offres développées – Taille du prestataire	Petits prestataires (N=176)	Prestataires de taille moyenne (N=153)	Grands prestataires (N=25)		354
Oui	59 %	68 %	84 %		
Non	41 %	32 %	16 %		

p. ajust.: 0.020

Nouvelles offres développées – Type d'organe responsable	Autres (N=56)	Public (N=66)	Privé-utilité publique (N=91)	Privé-commercial (N=156)	369
Oui	64 %	80 %	59 %	60 %	
Non	36 %	20 %	41 %	40 %	

p. ajust.: 0.021

Nouvelles offres développées – Principal domaine de la formation continue	Formation continue générale (N=72)	Formation continue en entreprise (N=245)	Compétences de base (54)	Privé-commercial (N=156)	371
Oui	51 %	69 %	59 %		
Non	49 %	31 %	41 %		

p. ajust.: 0.018

Format de formation continue 2025 – Type d'organe responsable	Autres (N=56)	Public (N=65)	Privé-utilité publique (N=89)	Privé-commercial (N=157)	367
Cours en ligne	0 %	0 %	3 %	8 %	
Combinaison de l'enseignement en ligne et en présentiel	23 %	18 %	13 %	32 %	
Cours en présentiel enrichis par le numérique	52 %	52 %	48 %	41 %	
Enseignement en présentiel sans technologie	25 %	29 %	35 %	19 %	

p. ajust.: 0.001

Format de formation continue 2025 – Région linguistique	Suisse alémanique (N=151)	Suisse romande (N=102)	Suisse italienne (N=20)	National (N=96)	367
Cours en ligne	0 %	0 %	3 %	8 %	
Combinaison de l'enseignement en ligne et en présentiel	23 %	18 %	13 %	32 %	
Cours en présentiel enrichis par le numérique	52 %	52 %	48 %	41 %	
Enseignement en présentiel sans technologie	25 %	29 %	35 %	19 %	

p. ajust.: 0.007

Variable						N
Format de formation continue 2026 – Type d'organe responsable	Autres (N=56)	Public (N=64)	Privé-utilité publique (N=83)	Privé-commercial (N=155)		358
Cours en ligne	6 %	2 %	5 %	4 %		
Combinaison de l'enseignement en ligne et en présentiel	26 %	15 %	20 %	32 %		
Cours en présentiel enrichis par le numérique	48 %	51 %	30 %	42 %		
Enseignement en présentiel sans technologie	21 %	32 %	45 %	22 %		

p.adj.: <0.000

Format de formation continue 2026 – Principal domaine de la formation continue	Formation continue générale (N=70)	Formation continue en entreprise (N=239)	Compétences de base (N=51)			360
Cours en ligne	0 %	0 %	2 %	7 %		
Combinaison de l'enseignement en ligne et en présentiel	27 %	22 %	14 %	34 %		
Cours en présentiel enrichis par le numérique	52 %	53 %	51 %	45 %		
Enseignement en présentiel sans technologie	21 %	25 %	33 %	14 %		

p. ajust.: 0.001

DIMENSION: DEMANDE

Demande en 2025 – Taille du prestataire	Petits prestataires (N=168)	Prestataires de taille moyenne (N=151)	Grands prestataires (N=24)			343
(Plutôt) négative	16 %	21 %	21 %			
(Plutôt) positive	35 %	47 %	46 %			
Neutre	49 %	32 %	33 %			

p. ajust.: 0.034

Demande en 2026 – Région linguistique	Suisse alémanique (N=147)	Suisse romande (N=97)	Suisse italienne (N=17)	National (N=93)		353
(Plutôt) négative	20 %	11 %	18 %	20 %		
(Plutôt) positive	38 %	35 %	59 %	51 %		
Neutre	41 %	54 %	24 %	29 %		

p. ajust.: 0.006

Participants – Taille du prestataire	Petits prestataires (N=162)	Prestataires de taille moyenne (N=147)	Grands prestataires (N=23)			
Jusqu'à 100	53 %	5 %	0 %			
Jusqu'à 500	38 %	18 %	0 %			
Jusqu'à 1'500	9 %	44 %	9 %			
Jusqu'à 5'000	0 %	28 %	26 %			
Jusqu'à 10'000	0 %	5 %	43 %			
plus de 10'000	0 %	0 %	22 %			

p. ajust.: <0.000

Participants – Région linguistique	Suisse alémanique (N=139)	Suisse romande (N=90)	Suisse italienne (N=17)	National (N=85)		330
Jusqu'à 100	22 %	43 %	29 %	20 %		
Jusqu'à 500	29 %	20 %	47 %	25 %		
Jusqu'à 1'500	26 %	22 %	18 %	27 %		
Jusqu'à 5'000	16 %	13 %	6 %	14 %		
Jusqu'à 10'000	6 %	1 %	0 %	9 %		
Plus de 10'000	1 %	0 %	0 %	5 %		

p. ajust.: 0.014

Variable						N
----------	--	--	--	--	--	---

DIMENSION: EFFECTIF

Effectif 2025 – Principal domaine de la formation continue	Formation continue générale (N=49)	Formation continue en entreprise (N=182)	Compétences de base (N=45)		276
(Plutôt) négative	22 %	9 %	2 %		
(Plutôt) positive	24 %	24 %	29 %		
Neutre	53 %	68 %	69 %		

p. ajust.: 0.023

Type d'emploi

Personnes salariées – Taille du prestataire	Petits prestataires (N=114)	Prestataires de taille moyenne (N=132)	Grands prestataires (N=20)		266
Aucune	3 %	2 %	0 %		
1 à 50	96 %	88 %	55 %		
51 à 250	2 %	6 %	20 %		
Plus de 250	0 %	5 %	25 %		

p. ajust.: <0.000

Personnes mandatées – Taille du prestataire	Petits prestataires (N=114)	Prestataires de taille moyenne (N=132)	Grands prestataires (N=20)		266
Aucune	21 %	12 %	15 %		
1 à 50	75 %	68 %	35 %		
51 à 250	4 %	17 %	35 %		
plus de 250	1 %	2 %	15 %		

p. ajust.: <0.000

Personnes mandatées – Principal domaine de la formation continue	Formation continue générale (N=48)	Formation continue en entreprise (N=176)	Compétences de base (N=45)		268
aucune	23 %	12 %	22 %		
1 à 50	69 %	65 %	78 %		
51 à 250	8 %	18 %	0 %		
plus de 250	0 %	5 %	0 %		

p. ajust.: 0.002

Bénévoles – Type d'organe responsable	Autres (N=43)	Public (N=44)	Privé-utilité publique (N=71)	Privé-commercial (N=110)	269
Aucune	49 %	55 %	34 %	51 %	
1 à 50	47 %	45 %	63 %	49 %	
51 à 250	5 %	0 %	3 %	0 %	
Plus de 250	0 %	0 %	0 %	0 %	

p. ajust.: 0.041

Formateurs – Principal domaine de la formation continue	Formation continue générale (N=48)	Formation continue en entreprise (N=176)	Compétences de base (N=45)		269
Aucune	4 %	9 %	4 %		
1 % à 25 %	17 %	20 %	24 %		
26 % à 50 %	8 %	15 %	18 %		
51 % à 75 %	12 %	12 %	31 %		
76 % à 100 %	58 %	44 %	22 %		

p. ajust.: 0.018

Formateurs – Région linguistique	Suisse alémanique (N=107)	Suisse romande (N=73)	Suisse italienne (N=15)	National (N=73)	267
Aucune	6 %	7 %	7 %	10 %	
1 % à 25 %	6 %	48 %	13 %	16 %	
26 % à 50 %	15 %	10 %	20 %	16 %	
51 % à 75 %	11 %	21 %	20 %	16 %	
76 % à 100 %	63 %	15 %	40 %	41 %	

p. ajust.: <0.000

Variable				N	
Certificat attestant les qualifications – Taille du prestataire	Petits prestataires (N=114)	Prestataires de taille moyenne (N=131)	Grands prestataires (N=21)		266
Oui, toujours	22 %	9 %	2 %		
Oui, partiellement	24 %	24 %	29 %		
Non	53 %	68 %	69 %		

p. ajust.: 0.035

Résultats des tests exacts de Fisher avec valeurs p simulées (10'000 itérations). Ce tableau présente uniquement les résultats statistiquement significatifs et donc mentionnés dans le texte.

Liste des figures

Fig. 1 3	Fig. 6 12	Fig. 11 19
FSEA Indicateurs de développement de la branche 2021-2025. N pour 2021 = 211, pour 2022 = 447, pour 2023 = 395, pour 2024 = 348, pour 2025 = 374, pour 2026 = 374.	Estimation de l'évolution du volume d'offres (valeurs en pourcentage arrondies). N pour 2022 = 396, pour 2023 = 366, pour 2024 = 332, pour 2025 = 374, pour 2026 = 373	Estimation de l'évolution de l'effectif (valeurs en pourcentage arrondies). N pour 2022 = 331, pour 2023 = 299, pour 2024 = 295, pour 2025 = 276, pour 2026 = 274
Fig. 2 5	Fig. 7 13	Fig. 12 20
Estimation relative à l'évolution de la branche en ce qui concerne la situation économique, l'offre, la demande et l'effectif. N pour 2021 ~ 208, pour 2022 ~ 376, pour 2023 ~ 335, pour 2024 ~ 320, pour 2025 ~ 329, pour 2026 ~ 327.	Part d'offres non réalisées par rapport à l'ensemble des offres par prestataire en 2025 (valeurs en pourcentage arrondies). N = 350	Estimation de l'évolution de l'effectif (valeurs en pourcentage arrondies). N pour 2022 = 331, pour 2023 = 299, pour 2024 = 295, pour 2025 = 276, pour 2026 = 274
Fig. 3 6	Fig. 8 14	Fig. 13 21
Estimation de l'évolution de la situation économique (valeurs en pourcentage arrondies). N pour 2022 = 446, pour 2023 = 344, pour 2024 = 316, pour 2025 = 310, pour 2026 = 307.	Pratique prioritaire des organisations en matière de formation continue (valeurs en pourcentage arrondies). N pour 2022 = 361, pour 2023 = 345, pour 2024 = 329, pour 2025 = 370, pour 2026 = 361.	Part des formateurs par rapport à l'effectif total en 2025 (valeurs en pourcentage arrondies). N = 269
Fig. 4 9	Fig. 9 16	Fig. 14 22
Part des sources de financement dans le chiffre d'affaires total en 2025 (valeurs en pourcentage arrondies). N = 246	Estimation de l'évolution de la demande (valeurs en pourcentage arrondies). N pour 2022 = 377, pour 2023 = 350, pour 2024 = 338, pour 2025 = 357, pour 2026 = 355	Nachweis für Auszubildende/Kursleitende (gerundete Prozentwerte). N = 272.
Fig. 5 10	Fig. 10 18	
Programmes de soutien publics utilisés en 2025 (valeurs en pourcentage arrondies). Plusieurs choix possibles. N = 271	Catégories de clients et/ou d'acheteurs qui ont financé/acheté en 2025 les offres de formation continue (valeurs en pourcentage arrondies). Plusieurs choix possibles. N = 362	

Liste des tableaux

Tableau 1 29
Données structurelles des prestataires de formation continue 2026.
Tableau 2 30
Comparaisons des valeurs moyennes
Tableau 3 31
Tableaux de contingence

Bibliographie

- Cacho, V., & Gollob, S. (2024).** Observatoire de la formation continue FSEA 2024. La reprise dans le secteur de la formation continue se poursuit. Zurich: FSEA.
- SECO. (2026).** Tendances conjoncturelles. Secrétariat d'Etat à l'économie. <https://www.seco.admin.ch/dam/de/sd-web/4wtmX5vEA4UW/2026-3-KT-Prognose-SECO.pdf>
- Haberzeth, E., & Schenkel, R. (2021).** Planifier la formation continue dans de nouvelles conditions – quatre points de vue issus de la pratique. Dans Education Permanente 2021-2. FSEA.
- Sritharan, A. (2025).** Des prévisions positives concernant la demande de formation continue. Observatoire de la formation continue FSEA 2025. Zurich: FSEA.
- Koscheck, S. (2026).** Wirtschaftsklima in der Weiterbildung 2025: Wbmonitor-Klimawerte zur wirtschaftlichen bzw. haushaltsbezogenen Situation der Weiterbildungsbranche in Deutschland [BIBB discussion paper]. Bundesinstitut für Berufsbildung. <https://doi.org/10.66390/UDWD3263>

Mentions légales

Autrices

Aranya Sritharan, Dr. responsable de projet
Recherche et développement FSEA
aranya.sritharan@alice.ch
Adea Barileva, responsable de projet Recherche
et développement FSEA
adea.barileva@alice.ch

Mise en page

Völlm + Walthert, Zurich

Traduction

AHA Translations: Michael Reiterer, Jérôme
Boudet

Lectorat

Alexandre Lecoultre

Relecture

Anne-Françoise Rose

Financement

L'étude a été élaborée avec le soutien financier du
Secrétariat d'État à la formation, à la recherche
et à l'innovation (SEFRI).

Document disponible sur

[https://alice.ch/fr/services/publications-
et-produits/etudes/](https://alice.ch/fr/services/publications-et-produits/etudes/)

Droits d'utilisation

L'Observatoire de la formation continue
est sous licence sous CC BYSA 4.0
([https://creativecommons.org/licenses/
by-sa/4.0/deed.de](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/deed.de))

Informations supplémentaires

[https://alice.ch/fr/recherche/activites-
de-recherche/observatoire-de-la-formation-
continue-fsea/](https://alice.ch/fr/recherche/activites-de-recherche/observatoire-de-la-formation-continue-fsea/)

Référence bibliographique

Sritharan, Aranya et Barileva, Adea (2026):
Observatoire de la formation continue FSEA
2026: Développement soutenu des offres malgré
une situation économique mitigée. Zurich: FSEA.